

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.

Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

TARIF DES ABONNEMENTS

| | VOIE NORMALE | VOIE AERIENNE | | |
|---|--------------------------------|------------------|--------------|---------|
| | Six mois | Un an | Six mois | Un an |
| Sénégal et autres Etats de la CEDEAO | 15.000f. | 31.000f. | - | - |
| Etranger : France, Zaire R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. | - | - | 20.000f. | 40.000f |
| Etranger : Autres Pays | - | - | 23.000f | 46.000f |
| Prix du numéro | Année courante 600 f | Année ant. 700f. | | |
| Par la poste : | Majoration de 130 f par numéro | | | |
| Journal légalisé | 900 f | - | Par la poste | - |

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 1.000 francs

Chaque annonce répétée...Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S. n°1520790 630/81

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ARRETES

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

2021

| | | |
|------------------|--|-----|
| 13 janvier | Arrêté ministériel n° 000281 portant certificat de conformité environnementale du projet d'extension de la Compagnie Sénégalaise du Lubrifiant (CSL), sise au Mole 8 du Port Autonome de Dakar (PAD), par la Compagnie Sénégalaise du Lubrifiant (CSL) | 595 |
| 15 janvier | Arrêté ministériel n° 000431 fixant les modalités d'organisation de la Campagne d'exploitation forestière 2021 | 596 |
| 18 janvier | Arrêté ministériel n° 000496 portant composition et fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité national de Biosécurité (CNB) | 623 |
| 18 janvier | Arrêté ministériel n° 000502 portant composition et fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité Scientifique et Technique de Biosécurité | 625 |

PARTIE NON OFFICIELLE

| | |
|----------------|-----|
| ANNONCES | 626 |
|----------------|-----|

ARRETES

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté ministériel n° 000281 du 13 janvier 2021 portant certificat de conformité environnementale du projet d'extension de la Compagnie Sénégalaise du Lubrifiant (CSL), sise au Mole 8 du Port Autonome de Dakar (PAD), par la Compagnie Sénégalaise du Lubrifiant (CSL)

Article premier. - Le projet d'extension de la Compagnie Sénégalaise du Lubrifiant (CSL), sise au Mole 8 du Port Autonome de Dakar (PAD) est déclaré conforme aux dispositions prévues par la loi n° 2001-01 du 15 janvier 2001 portant Code de l'Environnement en ses articles L48, L49, L50, L51 et le décret n° 2001-282 du 12 avril 2001 portant application dudit code en ses articles R38, R39, R40, R41, R42 et R43.

Art. 2. - La Compagnie sénégalaise du Lubrifiant est tenue de mettre en œuvre le plan de gestion environnementale et sociale annexé au présent arrêté. Des rapports de surveillance environnementale devront être fournis semestriellement à la Direction de l'Environnement et des Etablissements classés, pour rendre compte de l'état de mise en œuvre de la gestion environnementale et sociale du projet.

Art. 3. - Les services de la Direction de l'Environnement et des Etablissements classés effectueront, en rapport avec les services concernés, des visites régulières sur le site du projet, afin de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des mesures énoncées dans le plan de gestion environnementale et sociale.

PARTIE OFFICIELLE

Art. 4. - La non-application des mesures prévues dans ce plan de gestion environnementale et sociale, par la Compagnie sénégalaise du Lubrifiant, entraîne des sanctions prévues par les textes en vigueur.

Art. 5. - Les frais relatifs à la surveillance et au suivi environnemental sont à la charge de la Compagnie sénégalaise du Lubrifiant, promoteur du projet, conformément au plan de gestion environnementale et sociale validé.

Art. 6. - Un mémorandum d'entente sera signé entre la Compagnie sénégalaise du Lubrifiant et la Direction de l'Environnement et des Etablissements classés pour l'opérationnalisation du suivi environnemental et les mécanismes de mise à disposition des ressources affectées au suivi environnemental.

Art. 7. - Le Directeur de l'Environnement et des Etablissements classés est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

Arrêté ministériel n° 000431 du 15 janvier 2021
fixant les modalités d'organisation de la
Campagne d'exploitation forestière 2021

TITRE PREMIER. - DE L'OUVERTURE ET DE LA FERMETURE DE LA CAMPAGNE D'EXPLOITATION FORESTIERE

Article premier. - La campagne d'exploitation forestière 2021, pour les produits contingentés, est ouverte du 1^{er} janvier au 30 septembre 2021.

a) Les coupes de bois pour la carbonisation dans les parcelles s'arrêteront le 31 mai 2021 et la délivrance des permis de coupe de charbon de bois le 31 juillet 2021.

b) Pour les autres produits contingentés, la délivrance des permis de coupe, d'une durée de validité de deux mois, s'arrêtera le 31 mai 2021.

c) Durant les mois de juin et juillet 2021, seules les opérations de façonnage du bois d'œuvre, de service et d'artisanat, de confection de meules, de carbonisation et d'évacuation des produits sont autorisées.

Art. 2. - Les coupes, les opérations de façonnage et la confection de meules sont interdites du 1^{er} août au 30 septembre 2021.

TITRE II. - DE LA CATEGORISATION DES PRODUITS FORESTIERS CONTINGENTES

Art. 3. - Les produits forestiers contingentés sont le charbon de bois, le bois d'œuvre, le bois de service et le bois d'artisanat.

Art. 4. - Le charbon de bois est issu de la transformation par le biais de la carbonisation des espèces classées dans la catégorie bois énergie dans la base de données du SIEFP (Système d'Information Ecologique Forestier et Pastoral).

Art. 5. - Le bois d'œuvre provient des espèces partiellement protégées ou non protégées et utilisées dans la menuiserie/ébénisterie, la construction (charpente) et dans l'industrie dont les diamètres d'exploitabilité sont spécifiés dans le décret fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière. Il s'agit entre autres, du kapokier (*Bombax costatum*), du caïlcédrat (*Khaya senegalensis*), du linké (*Afzelia africana*), du poirier du Cayor ou « Dimb » (*Cordyla pinnata*) et du santan (*Daniellia oliveri*).

Il est subdivisé en deux catégories :

- le bois d'œuvre exploité par les scieries et utilisé dans la menuiserie/ébénisterie, la construction (charpente) et dans l'industrie. Les diamètres minima d'exploitabilité sont spécifiés dans le décret fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière ;

- les sujets (pieds) morts d'espèces de bois d'œuvre, utilisés par les artisans/menuisiers affiliés à la Chambre des métiers des régions de Tambacounda et Kédougou. Les diamètres d'exploitabilité sont inférieurs à ceux spécifiés dans le décret fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière.

Art. 6. - Le bois de service comprend les tiges de bambou, les panneaux de « crinting », les piquets, les poteaux et les perches.

Art. 7. - Le bois à usage d'artisanat regroupe :

- d'une part : les palmiers et rôniers morts, les sujets (pieds) des espèces utilisées pour la confection de pirogues ;

- d'autre part : le bois débité, à une longueur ne dépassant pas 1,5 m, issu de sujets (pieds) morts d'espèces de bois d'œuvre, dont les diamètres sont inférieurs aux diamètres d'exploitabilité spécifiés dans le décret fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière.

TITRE III. - DES ZONES OUVERTES A L'EXPLOITATION

Art. 8. - Sur instructions du Président de la République, l'exploitation forestière des produits contingentés est suspendue jusqu'à nouvel ordre dans la Région de Ziguinchor et, hormis le charbon de bois et le bois de service, cette suspension s'applique aux autres produits contingentés dans les régions de Kolda et Sédiou.

A l'exception de ces trois régions, elle est autorisée dans toute formation forestière dont le plan d'aménagement validé par le Service des Eaux et Forêts et approuvé par le représentant de l'Etat le prévoit.

a) Les possibilités ces forêts mentionnées dans des plans d'aménagement validés et approuvés en cours de campagne s'ajouteront à celles figurant dans le présent arrêté. Le Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols en informera, le cas échéant, les Inspections régionales des Eaux et Forêts (IREF) et les autres acteurs intéressés par note de service.

b) Les modalités d'exploitation par les populations riveraines et les organismes d'exploitants forestiers seront définies dans le titre IV du présent arrêté.

Art. 9. - Les différents produits contingentés sont précisés comme suit :

- Pour les régions ouvertes à l'exploitation :

| Régions | Produits contingentés |
|-----------------------------|--|
| Tambacounda | charbon de bois, bois d'artisanat, panneaux de crinting, sujets morts d'espèces de bois d'œuvre utilisés par les artisans/menuisiers. |
| Kolda et Sédiou | charbon de bois, panneaux de crinting, tiges de bambou |
| Kédougou | panneaux de crinting, tiges de bambou, sujets morts d'espèces de bois d'œuvre utilisés par les artisans/menuisiers, palmiers et rôniers morts. |
| Kaffrine, Kaolack et Fatick | charbon de bois. |

TITRE IV. - DES PROCEDURES POUR LA PRODUCTION DE CHARBON DE BOIS

Art. 10. - Hormis les autorisations de carbonisation des produits issus de défrichement ou des parcelles de reboisement privées ou collectives, la production de charbon de bois est exclusivement autorisée dans les forêts aménagées.

Art. 11. - Dans les forêts de terroir aménagées dont la gestion relève de la compétence des Collectivités territoriales, la possibilité est exploitée par :

- les Groupements d'Intérêt Économique (GIE) de blocs regroupant les producteurs locaux provenant des villages riverains des forêts aménagées ;

- les organismes d'exploitants forestiers par le biais, soit d'une contractualisation avec les Collectivités territoriales, soit de la vente de coupe par adjudication.

Art. 12. - Dans les forêts classées aménagées dont la gestion relève de la compétence du Service forestier, la possibilité est exploitée suivant les modalités définies par le Service forestier soit par le biais d'une contractualisation avec les Collectivités territoriales, soit de la vente de coupe par adjudication ou par concession.

Art. 13. - Dans chaque forêt aménagée relevant d'une ou plusieurs communes des régions de Tambacounda, Kolda et Sédiou, les quantités de charbon de bois mises en contractualisation sont déterminées lors des négociations entre l'Union nationale des Coopératives des Exploitants forestiers du Sénégal (UNCEFS) et le(s) Maire(s) concerné(s).

- Les dispositions du Manuel des procédures administratives et financières des aménagements participatifs sont appliquées.

Art. 14. - Au préalable, chaque Structure locale de Gestion des Forêts (SLGF) propose au Maire les quantités de charbon de bois dont l'exploitation est réservée aux populations locales sur la base du niveau d'exécution de la campagne antérieure dûment attestée par le Chef d'Inspection Régionale des Eaux et Forêts (IREF).

Art. 15. - Déduction faite des quantités de charbon de bois dont l'exploitation est réservée aux populations locales regroupées en GIE au niveau des blocs, le reste de la possibilité est alloué aux organismes des exploitants forestiers conformément aux dispositions de l'article 13 du présent arrêté.

Art. 16. - Les modalités d'exploitation de cette partie de la possibilité sont consignées dans un protocole d'accord signé entre le Maire et le Président de l'UNCEFS. Il est visé par le chef d'inspection régionale des Eaux et Forêts.

- a) Une discrimination positive sur l'allocation de la quantité initiale sera accordée aux coopératives qui ont beaucoup plus de membres que les GIE des exploitants forestiers ;

- b) La signature desdits protocoles d'accord doit intervenir au plus tard 45 jours après la signature du présent arrêté.

Art. 17. - Sur la base des réalisations de la campagne d'exploitation forestière précédente, l'IREF, pour chaque forêt aménagée, propose une affectation d'organismes d'exploitants forestiers aux Maires concernés, tirés de la liste des organismes d'exploitants forestiers agréés par le Ministère de l'Environnement et du Développement durable. A chaque organisme, on affecte une quantité minimale de 400 quintaux de charbon de bois. Cette répartition est récapitulée et consolidée au niveau régional.

Art. 18. - Des évaluations seront faites au niveau des parcelles exploitées pour apprécier la performance technique des organismes affectataires et des populations locales. La délivrance des permis se fait au regard des résultats d'évaluation.

a) La performance est évaluée sur la base du niveau d'exécution de la part de possibilité allouée, le respect des prescriptions techniques des plans d'aménagement, le respect des modalités d'exploitation (non-utilisation des sourghas pour les producteurs locaux, respect du nombre de sourghas pour les organismes, non-utilisation de la tronçonneuse etc ...).

b) Au niveau régional, sous l'impulsion de l'IREF, la Commission d'évaluation comprenant le chef de secteur, le chef de brigade, le représentant de l'UNCEFS, le représentant des GIE de blocs des producteurs locaux, le représentant du Maire, le surveillant de bloc et le Président de la SLGF devra effectuer au moins 2 missions avant les missions nationales conduites par la Division Aménagement et Productions Forestières (DAPF).

Lors de chaque mission, une fiche d'évaluation de l'exploitation des possibilités par les GIE de blocs et les organismes d'exploitants forestiers sera remplie par le chef de brigade. Toutefois, elle doit être signée au moins par le chef de brigade, le représentant de l'UNCEFS, le représentant des GIE de blocs des producteurs locaux, le surveillant général, le Président de la SLGF qui disposent chacun d'une copie.

c) La fiche renseignera sur les quantités de produits exploités (charbon, bois coupé, meules etc.) par chaque acteur mais également les indicateurs de performance dans l'exploitation des possibilités (respect des règles de coupe, respects des niveaux de prélèvement, utilisation de la meule casamance etc.). Pour éviter un double comptage, les parterres de bois ne seront comptabilisés qu'à la 2^{ème} évaluation.

d) Au niveau national, La DAPF conduira une première mission, au maximum, trois mois après le début de la campagne pour évaluer l'effectivité du démarrage de l'exploitation par les GIE de blocs et les organismes d'exploitants forestiers et le respect des prescriptions techniques. Une deuxième mission d'évaluation de la performance technique des GIE de blocs et des organismes d'exploitants forestiers dans toutes les zones d'exploitation aura lieu au plus tard le 31 juillet 2021.

Toutefois, l'évaluation des produits des chantiers peut se faire au fur et à mesure de la fin des opérations d'exploitation et de carbonisation.

e) Ces missions nationales seront mises à profit pour discuter avec les équipes régionales sur la base des rapports produits et visiter quelques parcelles de coupe pour s'assurer du respect des prescriptions techniques.

f) A l'issue de l'évaluation, une liste rouge des organismes et des GIE de blocs non-performants est arrêtée.

g) Sur proposition de l'IREF, les quantités précédemment allouées dans les protocoles peuvent être augmentées ou diminuées en fonction des niveaux de performance.

Art. 19. - Sont agréés des organismes pouvant être intéressés par l'allocation de la ressource forestière pour la production de charbon de bois par le biais de la contractualisation.

Art. 20. - Les possibilités en bois énergie des forêts aménagées de Fatick, Kaffrine, Kaolack, Kolda, Tambacounda et Sédiou se chiffrent à 634 856 m³. Ce volume correspond à 977 776 quintaux si la carbonisation est réalisée avec la meule Casamance.

- La liste des forêts aménagées et des parcelles ouvertes à l'exploitation avec leurs possibilités en mètres-cubes et en quantités de charbon de bois au titre de la campagne 2020, sur la base de 101 kg pour un stère de bois anhydre, et un stère pour 0,65 m³ se trouve en annexe 2.

Art. 21. - Le fichage, l'établissement des cartes et l'installation des sourghas par les organismes d'exploitants forestiers doivent intervenir au plus tard le 31 mars 2021. L'IREF fournit un rapport d'installation des producteurs et des organismes d'exploitants forestiers au 31 mars 2021. Passé ce délai constaté dans le rapport fourni par l'IREF, l'organisme ne pourra plus le faire sauf autorisation expresse du Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols.

Art. 22. - Afin de pouvoir identifier les membres de GIE de blocs intervenant dans la production, il est délivré, conformément au profil local défini dans le Manuel de procédures administrative et financière, une carte de producteur par la SLGF. Cette carte est visée par le chef de brigade ou de triage.

Art. 23. - L'établissement des cartes de producteurs doit également être fait au plus tard le 28 février 2021. Passé ce délai, la délivrance de nouvelles cartes n'est pas autorisée.

Art. 24. - L'utilisation de la main d'œuvre (sourghas) étant réglementée, elle n'est autorisée qu'aux organismes d'exploitants forestiers professionnels, détenteurs de la carte professionnelle. Toutefois, l'utilisation de « substituants » est permise pour les femmes et les personnes vivantes avec un handicap, membres des GIE de producteurs locaux. Ces substituants doivent impérativement justifier d'une formation en techniques de coupe et de carbonisation.

Afin d'éviter l'usage abusif de cette disposition, les IREF doivent identifier, avant le démarrage des coupes, les membres des GIE de bloc voulant recourir à des substituants et, durant l'exploitation, veiller à l'établissement et la mise à jour du registre des producteurs locaux.

Art. 25. - Le nombre de sourgha à ficher pour chaque organisme d'exploitants forestiers est fait sur la base du taux de productivité de 200 quintaux de charbon de bois par sourgha.

Art. 26. - L'utilisation de la tronçonneuse en vue de la production du charbon de bois est interdite.

Art. 27. - La soumission pour la production du charbon par le biais de la vente de coupe par adjudication est ouverte à tous les opérateurs qui satisfont aux critères exigés par le cahier des prescriptions pour la vente de coupe par adjudication. Un cahier des charges est signé par l'adjudicataire avant le démarrage de l'exploitation.

Art. 28. - Dans les zones aménagées, l'exploitation du charbon de bois est assujettie aux conditions suivantes :

- délimitation et matérialisation (peinture, pare-feu) des parcelles de coupe par la SLGF avec le soutien technique du Service forestier ;

- installation dans les parcelles de coupe par le Maire et le Service forestier, des producteurs locaux des GIE de blocs, identifiables par des cartes de producteurs et des sourghas employés par les exploitants forestiers disposant de cartes d'employés ;

- paiement des taxes relatives au renouvellement annuel de la carte professionnelle d'exploitant forestier et des cartes d'employés ;

- acquittement de la redevance forestière lors de la délivrance du permis de coupe sur la base du constat de production du charbon de bois ;

- le diamètre d'exploitabilité des espèces de bois-énergie est compris entre 10 et 25 cm à l'exception de celui de la Région de Kaffrine compris entre 5 et 25 cm ;

- le prélèvement autorisé est de 50 % du potentiel de bois énergie exploitable ;

- l'utilisation de la meule Casamance est obligatoire pour la carbonisation ou à défaut, tout autre procédé ayant un meilleur rendement pondéral.

TITRE V. - DES TITRES D'EXPLOITATION (permis de coupe, de dépôt et de circulation)

Art. 29. - Dans les zones aménagées, les permis de coupe sont établis par l'agent des Eaux et Forêts, gérant de caisse intermédiaire de recettes, sur présentation du constat de production délivré à l'organisme d'exploitants forestiers ou à l'organisation des producteurs locaux par le surveillant de bloc à la suite de la mission d'évaluation des productions.

Art. 30. - Les permis de circulation sont établis sur présentation du permis de coupe délivré conformément aux dispositions de l'article 29 ci-dessus, du permis de dépôt, de la quittance de vente de saisie ou des autorisations exceptionnelles.

Art. 31. - La durée maximale de validité des titres d'exploitation est fixée comme suit :

- permis de coupe, toute catégorie de produit, 75 jours dans les zones non aménagées et 45 jours en zones aménagées ;

- permis de dépôt : sept mois à l'exception des pirogues qui ont une durée de validité de neuf mois ;

- permis de circulation : sa durée de validité varie selon la destination du produit et est laissée à l'appréciation du Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts. Cependant, elle ne peut, en aucun cas, excéder 72 heures. En cas de panne du véhicule transportant des produits forestiers, la prolongation de la durée de validité du permis de circulation ne peut dépasser 48 heures.

Art. 32. - Les permis de circulation arrivés à expiration, suite à une panne de véhicule de transport ou par immobilisation pour cas de force majeure indépendante de la volonté du chauffeur, ne peuvent être prorogés que par le Chef de l'Inspection régionale des Eaux et Forêts ou par le Chef de secteur des Eaux et Forêts, sur la base d'un constat justifié, effectué par le Chef de brigade forestière ou le Chef de triage concerné.

- a) Les camions transportant du bois (de chauffe, d'artisanat, de service) ou du charbon de bois à destination de la ville de Dakar doivent obligatoirement passer par le Poste de contrôle de Bargny pour obtenir un laissez-passer.

- b) Le laissez-passer est uniquement utilisé pour la gestion des entrées de produits à Dakar. Sa durée de validité est de 24 heures.

Art. 33. - Dans les zones aménagées et non aménagées, l'intervalle minimal entre l'établissement des permis de coupe et celui des permis de dépôt ou de circulation est fixé comme suit :

| Produits | Zones aménagées | Zones non aménagées |
|------------------------------|-----------------|-----------------------------|
| Charbon de bois | 1 jour | 20 jours |
| Autres produits contingentés | 1 jour | 10 jours |
| Produits non contingentés | 1 jour | Sur appréciation de l'agent |

Art. 34. - Le poids du sac de charbon de bois est indexé à cinquante (50) kilogrammes (kg).

Art. 35. - L'évacuation de produits des chantiers d'exploitation se fera au fur et à mesure de la fin des opérations d'exploitation et de carbonisation. Les dépôts de produits sur chantier sont formellement interdits sauf autorisation spéciale du Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols.

Art. 36. - Conformément aux dispositions du Code forestier, aucun produit forestier ne peut circuler s'il n'est accompagné d'un permis de circulation délivré par le Service des Eaux et Forêts. Aucun autre document, notamment le bordereau de livraison ou la facture, ne peut le remplacer valablement.

TITRE VI. - DES PROCEDURES POUR L'EXPLOITATION DES AUTRES PRODUITS CONTINGENTES

Art. 37. - L'exploitation des autres produits contingents est autorisée :

- aux détenteurs de la carte professionnelle (en cours de validité) d'exploitants forestiers organisés en coopératives, aux groupements d'intérêt économique, aux sociétés ;
- aux populations villageoises riveraines des forêts aménagées organisées ;
- aux détenteurs d'une autorisation spéciale concernant les produits de défrichement ;
- aux personnes physiques et morales, répondant aux dispositions des cahiers des charges relatifs à la vente de coupe par adjudication des ressources forestières ou bénéficiant d'une concession.

Art. 38. - Dans les zones non aménagées, l'exploitation des autres produits contingents est assujettie aux conditions suivantes :

- à l'autorisation préalable du Conseil départemental après avis du Conseil municipal concerné ;
- à l'installation des organismes par le Service forestier ;
- au paiement des taxes relatives au renouvellement annuel de la carte professionnelle d'exploitant forestier et des cartes d'employés ;
- au paiement préalable des redevances forestières.

Art. 39. - L'exploitation du bois d'œuvre (pieds morts) est réservée aux artisans/menuisiers affiliés à la Chambre de Métiers des régions de Tambacounda et Kédougou. Le nombre total de pieds alloués est de 500, toutes espèces confondues.

- La répartition des quotas de sujets morts d'espèces de bois d'œuvre, utilisés par les artisans/menuisiers des Chambres des Métiers se trouve en annexe 3.

Art. 40. - L'exploitation du bois de service n'est autorisée que dans les régions de Tambacounda, Kolda, Sédiou et Kédougou.

a) Le nombre total de panneaux de crinting et de tiges de bambou autorisé à l'exploitation est respectivement de 95.000 et 40.000 unités.

b) La répartition par région se trouve en annexe 4.

Art. 41. - L'exploitation du bois d'artisanat à usage de sculpture n'est autorisée que dans la Région de Tambacounda. Les quantités autorisées se situent à 8040 stères. A cela s'ajoute une réserve de 1440 stères qui sera répartie en cas de nécessité par le Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols.

Art. 42. - L'exploitation du bois de vène (*Pterocarpus erinaceus*) est suspendue dans le cadre du quota de sujets morts d'espèces de bois d'œuvre, utilisé par les artisans/menuisiers affiliés à la Chambre des Métiers des régions de Tambacounda et Kédougou.

Art. 43. - L'exploitation du dialambane (*Dalbergia melanoxylon*), essence intégralement protégée, est formellement interdite, sauf autorisation spéciale du Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols pour des raisons scientifiques ou médicinales.

- L'exploitation des sujets morts sur pied est suspendue. Toutefois, une dérogation spéciale peut être accordée par le Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols.

Art. 44. - L'exploitation commerciale des rôniers et autres palmiers est interdite.

Toutefois, sur la base d'un constat effectué par les agents portant sur des sujets morts, le Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts de Kédougou peut ordonner la délivrance de titre d'exploitation à des fins d'usage domestique moyennant le paiement de la redevance y afférente. La quantité maximale autorisée est de 150 pieds.

Art. 45. - L'exploitation du bois de service dans les zones non aménagées se fait obligatoirement après fichage des employés.

Art. 46. - La répartition des quotas en zones non aménagées, pour les autres produits contingents (panneaux de crinting, tiges de bambou, bois d'œuvre réservé aux menuisiers locaux), tient compte des critères suivants :

- les régions ouvertes à l'exploitation de ce type de produit ;
- le niveau du quota annuel ;
- le niveau d'exécution du quota alloué à chaque organisme lors de la campagne d'exploitation forestière 2020 ;
- le respect des dispositions réglementaires en matière d'exploitation forestière.

Art. 47. - Dans les zones non aménagées, la répartition du quota régional dans les différents départements et communes concernés est faite par la Commission régionale présidée par le Président du Conseil départemental du chef-lieu de région. Sur la base d'un rapport de l'IREF, cette répartition est faite, au plus tard un (01) mois après la signature du présent arrêté.

Art. 48. - Dans les zones non aménagées, les maires de communes concernées fixent, avec l'appui du Service des Eaux et Forêts, les zones d'exploitation et les chantiers de coupe dans les forêts de terroir de leur ressort.

Art. 49. - L'exploitation forestière pour toute nature de produits contingentés est arrêtée dès épuisement des quantités allouées.

TITRE VII. - DE L'IMPORTATION ET DE L'EXPORTATION DES PRODUITS FORESTIERS

Art. 50. - Les importations des produits forestiers contingentés au Sénégal font l'objet d'une autorisation délivrée par le Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols.

- Les autorisations d'importer ne sont délivrées, sauf dérogation du Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols, qu'aux détenteurs d'une carte d'import-export ou d'une carte de membre d'un organisme d'exploitants forestiers agréé.

Art. 51. - Aucun produit forestier importé par voie maritime, aérienne ou terrestre ne peut circuler ou être mis en dépôt à l'intérieur du territoire national sans un permis délivré par le Service des Eaux et Forêts.

- Ce permis est gratuit et délivré au vu d'un certificat d'origine et des documents d'importation délivrés par la Douane.

Art. 52. - Les produits contingentés sont exclusivement destinés à la consommation nationale et ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'exportation.

TITRE VIII. - DES TESTS SUR LA VENTE DE COUPE PAR ADJUDICATION

Art. 53. - L'opération test lancée lors de la campagne 2016-2017 dans les massifs forestiers de Missirah/Kothiary, Boussimbalo et Medina Salam Dingha a fait l'objet d'une évaluation pour apprécier les résultats obtenus. Dans la perspective de la poursuite et la vulgarisation de la procédure d'adjudication, un comité de suivi et de réflexion est mis en place.

Ce comité est composé du :

- chef de la DAPF ;
- conseiller en aménagement forestier du DEFCCS ;

- chef de la Division Suivi Evaluation Formation et Sensibilisation ;

- chef du Bureau Contentieux et de la Brigade nationale.

Il a pour mission de :

- mettre en œuvre les recommandations de la mission d'évaluation ;
- reprendre les tests sur le processus d'adjudication dans les massifs ciblés.

TITRE IX. - DE LA BONNE GOUVERNANCE DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS D'AMENAGEMENT FORESTIER

Art. 54. - La mise en œuvre d'un plan d'aménagement forestier est assujettie à la mise en place des organes de gestion de la forêt aménagée. Ces organes, à différents niveaux (village, bloc, forêt), veillent à la bonne mise en œuvre du plan d'aménagement.

a) Les SLGF doivent rendre compte de leur gestion (accès à la ressource forestière, respect des prescriptions techniques, gestion des ressources financières etc.) à leurs mandants et aux Collectivités territoriales.

b) Les GIE-filières : Le plan d'aménagement forestier identifie les filières d'exploitation. Les villageois qui veulent s'investir dans l'exploitation forestière doivent s'organiser en groupement d'intérêt économique (GIE).

c) En vue d'une évaluation des structures d'exploitation, des procès-verbaux constatant des infractions aux prescriptions techniques seront rédigés par les chefs de brigade ou de triage.

d) Une liste des organismes et GIE-filières non performants ou non fichés sera arrêté.

Art. 55. - Les projets et programmes ainsi que les IREF apporteront aux Structures locales de Gestion des forêts aménagées (SLGF) l'appui nécessaire pour se conformer aux dispositions de l'article 53.

Art. 56. - Les Collectivités territoriales et les IREF veilleront à ce que les SLGF rendent compte de l'utilisation des fonds d'aménagement et de développement villageois conformément aux dispositions des Plans d'aménagement approuvés par le Représentant de l'Etat et du Manuel des procédures administratives et financières afin d'assurer une bonne gouvernance dans la gestion décentralisée des ressources forestières.

- En aucun cas, pour assurer la séparation des fonctions de production et de contrôle, les Collectivités territoriales ne peuvent se substituer aux structures locales de gestion des forêts aménagées dans la gestion du fonds d'aménagement.

TITRE X. - AUTRES DISPOSITIONS

Art. 57. - La vente, la cession et l'échange de la carte professionnelle d'exploitant forestier sont formellement interdits.

Art. 58. - La vente, la cession et l'échange de permis d'exploitation sont formellement interdits. Les permis qui en feront l'objet seront confisqués nonobstant les sanctions prévues par le Code forestier.

Art. 59. - Tout litige grave au sein d'un organisme peut entraîner le blocage ou la suspension de ses activités d'exploitation. Il en est de même des GIE de bloc des producteurs locaux.

Art. 60. - Tout organisme n'ayant pas exploité son quota durant la campagne pourra être frappé d'une sanction pouvant aller jusqu'au non renouvellement de la carte professionnelle.

Art. 61. - Tout organisme n'ayant pas respecté les dispositions du cahier des charges sera frappé d'une sanction pouvant aller jusqu'au non renouvellement de la carte professionnelle.

Art. 62. - Tout producteur local ou organisme d'exploitant forestier n'ayant pas respecté les prescriptions techniques des plans d'aménagement sera frappé d'une sanction pouvant aller jusqu'à son exclusion des activités d'exploitation.

Art. 63. - L'exploitation à titre gratuit du bois de chauffe provenant de la Région de Tambacounda peut être autorisée exceptionnellement par le Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols lors des grands évènements religieux.

- Ce bois de chauffe ne concerne que le bois mort. Il ne peut être transporté que fendu pour les bois de diamètre allant de 10 à 15 cm, excepté les combrétacées, et débité à une longueur ne dépassant pas 1,5 m.

Art. 64. - Chaque organisme d'exploitants forestiers et chaque GIE de bloc est tenu de présenter au Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts concerné, au plus tard le 31 août 2021, un rapport d'exécution accompagné de la liste à jour de ses membres.

- Les organismes d'exploitants forestiers annexeront aussi au rapport leur carte professionnelle.

Art. 65. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont sanctionnées conformément aux dispositions du Code forestier.

Art. 66. - Les Gouverneurs de région, les Présidents de Conseil départemental, les Maires et le Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

**ANNEXES
POUR LE CHARBON DE BOIS**

Annexe 1 : Liste des organismes agréés pour l'exploitation forestière

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|----------|-------------|---------------------------------|
| 1. | 01/DL | Coop Diourbel |
| 2. | 02/DL | Coop Bambey |
| 3. | 03/DL | Coop Mbacké |
| 4. | 05/DL | GIE Al Hazar Transport |
| 5. | 06/DL | Coopérative Touba Mosquée |
| 6. | 07/DL | GIE Niax Jarinu |
| 7. | 08/DL | GIE Sope Cheikh Massamba |
| 8. | 09/DL | GIE Sopp Serigne Fallou |
| 9. | 10/DL | GIE Mouride Saddih |
| 10. | 11/DL | GIE Darou Khoudoss |
| 11. | 12/DL | GIE Touba Mouride |
| 12. | 13/DL | GIE Darou Mbacké |
| 13. | 14/DL | GIE Sopey Khadim |
| 14. | 15/DL | GIE « Juuk re de Ngouye » |
| 15. | 16/DL | GIE Darou Khoudoss |
| 16. | 18/DL | GIE Diop et Famille |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|-----|---------|---|
| 17. | 19/DL | GIE Diop et Frères |
| 18. | 20/DL | GIE And Diappo |
| 19. | 21/DL | Yengou Ecam |
| 20. | 22/DL | GIE Jappo Liguèye |
| 21. | 23/DL | GIE Al Azhar Nourou Daraini |
| 22. | 24/DL | GIE Juuk Re de Ngouye |
| 23. | 25/DL | GIE Touba Investissement Productions Services |
| 24. | 26/DL | GIE Wakeur Serigne Massamba |
| 25. | 27/DL | GIE Touba Bélel |
| 26. | 28/DL | GIE Sope Mame Cheikh Ibra Fall |
| 27. | 29/DL | Touba Agro Business |
| 28. | 30/DL | GIE Borom Ndoulo |
| 29. | 31/DL | GIE Nasrou |
| 30. | 32/DL | GIE Pinthioum DVF Bambeay |
| 31. | 01/DK | Coop Bûcherons Cap Vert |
| 32. | 02/DK | EGID |
| 33. | 03/DK | Coop Hann Equipe |
| 34. | 04/DK | Coop Pikine Djidda II |
| 35. | 05/DK | Coop Dioubo Liguey |
| 36. | 06/DK | Coop Sculpteurs Cap Vert |
| 37. | 10/DK | Coop Sculpteur G. Yoff |
| 38. | 11/DK | Refdi Nimzatt |
| 39. | 12/DK | Coop Yakar Liguey |
| 40. | 13/DK | Nanoundiral |
| 41. | 15/DK | Coop Sam II Bis |
| 42. | 17/DK | SICB |
| 43. | 18/DK | SOPROFOREST |
| 44. | 20/DK | GIE Bok Yakar |
| 45. | 21/DK | GIE Thillé Thiaroye |
| 46. | 22/DK | GIE Gibraltar |
| 47. | 23/DK | GIE Mbagne Nofflaye |
| 48. | 24/DK | GIE Ndiaye et Famille |
| 49. | 25/DK | GIE Coginéc |
| 50. | 30/DK | GIE Hamdallaye II |
| 51. | 32/DK | GIE AFFE |
| 52. | 33/DK | GIE Gouye Gal |
| 53. | 34/DK | GIE Yaakar |
| 54. | 35/DK | GIE Fédération des Fournisseurs bois |
| 55. | 37/DK | GIE Jeunesse Action |
| 56. | 39/DK | GIE Art-Sculp. Ch. M. Fadel |
| 57. | 40/DK | GIE Nulanguee Design |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|-----|-------------|---|
| 58. | 41/DK | GIE Mouniale |
| 59. | 42/DK | GIE Bati- Press |
| 60. | 44/DK | GIE Koso Entreprise |
| 61. | 45/DK | GIE Khadim Rassoul |
| 62. | 46/DK | GIE Gounass Sylviculture |
| 63. | 47/DK | GIE ACSARE |
| 64. | 48/DK | GIE Cheikhna |
| 65. | 49/DK | GIE Parc Pikine Djidah |
| 66. | 50/DK | GIE And Bolo Ligguey |
| 67. | 51/DK | Coopérative Gnilane Samb |
| 68. | 52/DK | GIE Multi-Services Diakha Loum |
| 69. | 53/DK | GIE Goxbi |
| 70. | 54/DK | GIE Wakeur Cheikh Bassirou Mbacké |
| 71. | 55/DK | GIE Macola |
| 72. | 56/DK | GIE Al Hamdoulilah |
| 73. | 57/DK | GIE Gotel Malika |
| 74. | 58/DK | GIE Niaxx Jarinu |
| 75. | 59/DK | GIE PRODAF/MSD |
| 76. | 60/DK | GIE Sin Thiang |
| 77. | 61/DK | GIE Seck et Fils |
| 78. | 62/DK | SEH - SERVICES |
| 79. | 63/DK | GIE Ndimbeul |
| 80. | 64/DK | GIE Guèye et Fils |
| 81. | 65/DK | GIE Ande Diappo Ligueye |
| 82. | 66/DK | GIE Maalaw Produits |
| 83. | 67/DK | AMDIMATA SARL |
| 84. | 68/DK | GIE Bokk Diom de HLM Grand Yoff |
| 85. | 69/DK | GIE Le Fouladou |
| 86. | 70/DK | GIE Bâ et Frères |
| 87. | 71/DK | GIE Médina Commerce Détail |
| 88. | 72/DK | GIE Bokk Diom de Dakar |
| 89. | 73/DK | GIE Ndiassane And Bolo Liguey |
| 90. | 74/DK | GIE Defar All Bi |
| 91. | 75/DK | GIE Wakeur Khalifa Ababacar SY |
| 92. | 76/DK | GIE Walo Gui |
| 93. | 77/DK | GIE Zac Mbao |
| 94. | 78/DK | GIE Yokouté |
| 95. | 79/DK | GIE Moghodan |
| 96. | 80/DK | GIE Khalèye Touba Mouride |
| 97. | 81/DK | GIE Darou Salam Sidy |
| 98. | 82/DK | GIE Naaw Garab |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|------|--------------|--|
| 99. | 83/DK | GIE Senbizness |
| 100. | 84/DK | GIE Porokhane Multiservices |
| 101. | 85/DK | GIE Kandé et Frères |
| 102. | 86/DK | GIE Dalle Diam |
| 103. | 87/DK | GIE Hann Marigot |
| 104. | 88/DK | GIE Baye Laye |
| 105. | 89/DK | NOMAD |
| 106. | 90/DK | GIE Leral |
| 107. | 91/DK | GIE Eldji |
| 108. | 92/DK | GIE Dialy |
| 109. | 93/DK | SMD Agro Business |
| 110. | 94/DK | GIE Dental |
| 111. | 95/DK | GIE Deni Guedji |
| 112. | 96/DK | GIE Manko |
| 113. | 97/DK | GIE Les Amis de la Forêt |
| 114. | 98/DK | GIE Complexe Macodou Cira Business |
| 115. | 99/DK | GIE ThioTall |
| 116. | 100/DK | GIE Les Ressortissants du Fouladou de Yeumbeul Bene Barack |
| 117. | 101/DK | GIE G7 Consortium |
| 118. | 102/DK | GIE Dialy D2 |
| 119. | 103/DK | GIE Keur Sorel |
| 120. | 104/DK | GIE Bambaly |
| 121. | 105/DK | GIE Agro-foresterie et Commerce |
| 122. | 106/DK | GIE Hafia |
| 123. | 107/DK | GIE Wakkilare |
| 124. | 108/DK | GIE Thierno Aliou Thierno Yero Baal |
| 125. | 109/DK | ENTREPRISE « LAT MULTISERVICES » |
| 126. | 110/DK | GIE Karambay |
| 127. | 111/DK | GIE Wallondiral |
| 128. | 112/DK | Entreprise Amy Diop |
| 129. | 113/DK | GIE Guèye Ndiaye & Famille |
| 130. | 114/DK | GIE Marodio |
| 131. | 115/DK | GIE Diokoo Hamo |
| 132. | 116/DK | GIE Sopp Al Maktoum Sy |
| 133. | 117/DK | Etablissement Serigne Saliou Mbacké |
| 134. | 118/DK | GIE Doghel |
| 135. | 119/DK | GIE Cabita |
| 136. | 120/DK | GIE Dakhar Gui |
| 137. | 121/DK | GIE Bhantal Notaire |
| 138. | 122/DK | GIE Hamdallahi |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|------|--------------|---|
| 139. | 123/DK | GIE Kissal Notaire |
| 140. | 124/DK | GIE Gawane |
| 141. | 125/DK | GIE Dimbaya |
| 142. | 126/DK | GIE Touba Darou Salam |
| 143. | 127/DK | GIE « Gueye Agroproduction Services » |
| 144. | 01/FK | Coop Sine |
| 145. | 02/FK | Coop Foundiougne |
| 146. | 03/FK | Coop Léona Sokone |
| 147. | 04/FK | SOCOTRACO |
| 148. | 05/FK | GIE Bokom Diom |
| 149. | 06/FK | GIE Bokk Jomm de Sokone |
| 150. | 07/FK | GIE Fatick-Sibassor |
| 151. | 08/FK | GIE Bokk Guiss Guiss |
| 152. | 09/FK | ENTREPRISE DABAKH PRODUCTION SERVICE |
| 153. | 10/FK | GIE Tessiko |
| 154. | 11/FK | GIE Woyinko |
| 155. | 12/FK | GIE Ba & Famille |
| 156. | 01/KF | GIE sylvo-agricole de Sagna |
| 157. | 02/KF | GIE des exploitants forestiers « And Liguèye » de Koungheul |
| 158. | 03/KF | GIE Mixte d'Exploitants forestiers de Koungheul |
| 159. | 04/KF | GIE Taïf Koungheul |
| 160. | 05/KF | GIE Nataal Alebi |
| 161. | 06/KF | GIE Diapale Garap |
| 162. | 07KF | GIE Mixte de Darou Kaffatt |
| 163. | 08/KF | GIE Fass Diom |
| 164. | 09/KF | GIE Mbayène |
| 165. | 10/KF | GIE Ndioum Nguent |
| 166. | 11/KF | GIE Touba Koya |
| 167. | 12/KF | GIE Deggo Liguey Médina Salam |
| 168. | 13/KF | GIE Dundel Garap |
| 169. | 14/KF | GIE Diakaw Saloum |
| 170. | 15/KF | GIE Wurnitobe ladde |
| 171. | 16KF | GIE Touba Koungheul Santhie |
| 172. | 17/KF | GIE Diabel |
| 173. | 18/KF | GIE Sant Yalla |
| 174. | 19/KF | GIE Touba Khéwal |
| 175. | 20/KF | GIE Farlu |
| 176. | 21/KF | GIE Sope Cheikh Aliou Seck Touba Saloum |
| 177. | 22/KF | GIE Beugue Diam |
| 178. | 23/KF | GIE Mballoumba |
| 179. | 24/KF | GIE Diarraye |
| 180. | 25/KF | GIE Sopey Rassoulilahi de Taif Thiékène |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|------|-------------|--|
| 181. | 26/KF | GROUPE BAMBOUCK SURL |
| 182. | 27/KF | GIE EOSA Beg Diam de Fass Thiékène |
| 183. | 28/KF | GIE Dieng et Frères |
| 184. | 29/KF | GIE Touba Medina |
| 185. | 30/KF | GIE Gueum sa bopp |
| 186. | 31/KF | GIE de Coura Foutayel 1 |
| 187. | 32/KF | GIE Diamano |
| 188. | 33/KF | GIE Nanondiral |
| 189. | 34/KF | GIE Gorgorlou |
| 190. | 35/KF | GIE Hamdallahi Peulh |
| 191. | 36/KF | GIE Nio Sope Serigne Fallou |
| 192. | 37/KF | GIE « Balal Nema Diam Diam » |
| 193. | 38/KF | GIE Hamdalaye Thiongane |
| 194. | 39/KF | GIE Nafoore |
| 195. | 40/KF | GIE Keur Nabou |
| 196. | 41/KF | GIE Sope Serigne Adama Sy |
| 197. | 42/KF | GIE Koungheul Diamaguene |
| 198. | 43/KF | GIE Sope Serigne Babacar Sy |
| 199. | 44/KF | GIE Touba Darou Salam Warane |
| 200. | 45/KF | GIE Mame Ndiakhhat Touba |
| 201. | 46/KF | GIE Touba Taïf Thieckéne |
| 202. | 47/KF | GIE Touba Keur Mor Aly |
| 203. | 48/KF | GIE Sope Nabi de Kaffrine |
| 204. | 49/KF | GIE Jeef Jeel de Touba Ngueyenne |
| 205. | 50/KF | GIE Sobel Diam Diam |
| 206. | 51/KF | GIE Sobel Niolé |
| 207. | 52/KF | GIE Diamaguène 1 Koungheul |
| 208. | 53/KF | GIE Suxali Sunu Gox |
| 209. | 54/KF | GIE Emergent Sopey Khalifa Ababacar Sy de Bidiam |
| 210. | 55/KF | GIE « Cissé et Frères » |
| 211. | 56/KF | GIE « Sarra Pathé de Sobel Diam Diam » |
| 212. | 57/KF | GIE Touba Gallo de Kaffrine |
| 213. | 58/KF | Coopérative Nanondiral de Ribot Escale |
| 214. | 59/KF | GIE Kawral de Kaffrine |
| 215. | 60/KF | GIE « Sope Serigne Babacar Sy de Diamaguene Centre » |
| 216. | 61/KF | GIE des Exploitants forestiers de Same Diebel |
| 217. | 62/KF | GIE And Takku Liggeey 2014 de Koungheul |
| 218. | 63/KF | GIE Mixte |
| 219. | 64/KF | GIE Darou Salam Diamaguene Koungheul |
| 220. | 65/KF | GIE Touba Saloum |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|------|-------------|--------------------------------------|
| 221. | 66/KF | GIE Sinthiou Babou Seye |
| 222. | 67/KF | GIE Sénégalaise Agro Pastorale |
| 223. | 68/KF | GIE Touba Mosquée |
| 224. | 01/KG | GIE Jokkere Endam de Mako |
| 225. | 01/KL | Coop Dialègne |
| 226. | 02/KL | Coop Koungheul charbon |
| 227. | 03/KL | Coop Léona Kaolack |
| 228. | 04/KL | Coop Malème Hoddar |
| 229. | 05/KL | Coop Kaolack Banlieue |
| 230. | 06/KL | Coop Maka Yopp |
| 231. | 07/KL | SENEXPLOIT |
| 232. | 08/KL | Coop Touba Koungheul |
| 233. | 09/KL | Coop Kgheui Bambouck |
| 234. | 10/KL | Coop Touba Ndarong |
| 235. | 11/KL | Coop Nioro du Rip |
| 236. | 12/KL | Coop Ndoffane |
| 237. | 13/KL | Coop Ndoucoumane |
| 238. | 14/KL | SEMVAFORT |
| 239. | 15/KL | SOSEXFORMA |
| 240. | 16/KL | Coop Pakalamandakh |
| 241. | 17/KL | Coop Bamba Moussa |
| 242. | 18/KL | Coop Mbaracounda |
| 243. | 19/KL | Coop Khosnane |
| 244. | 20/KL | Coop Bongré |
| 245. | 22/KL | Coop Bamba Mamadou |
| 246. | 23/KL | Coop K. Yara Mbaro |
| 247. | 24/KL | Coop Kaffrine Escale |
| 248. | 25/KL | Coop Malème Serigne |
| 249. | 26/KL | Coop Mabo |
| 250. | 27/KL | Coop Dmguène Kaffrine |
| 251. | 28/KL | Coop Pey Bamba |
| 252. | 29/KL | SEFOTACK |
| 253. | 30/KL | Coop Douba Loumpour |
| 254. | 34/KL | GIE Dioubo Liguey |
| 255. | 35/KL | GIE Saré Bondji |
| 256. | 36/KL | GIE Bok Dioubo |
| 257. | 37/KL | GIE And Dioubo |
| 258. | 38/KL | GIE Koungheul Santhie |
| 259. | 39/KL | GIE Naoudourou |
| 260. | 41/KL | GIE Kaungheul Mali |
| 261. | 42/KL | GIE Koungheul Bambouck |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|------|-------------|---|
| 262. | 43/KL | GIE Sopp Garab |
| 263. | 44/KL | GIE Al Harakatou Barakatou |
| 264. | 45/KL | GIE Tackou Liguey |
| 265. | 49/KL | GIE Explt F. Kgh Diamag |
| 266. | 51/KL | GIE Takkou L. de Koungheul |
| 267. | 52/KL | GIE Saracounda de Kghl |
| 268. | 53/KL | GIE Taïf Koungheul |
| 269. | 54/KL | GIE Sam Ngayenne |
| 270. | 55/KL | GIE des Exploitants forestiers |
| 271. | 56/KL | GIE Book Diom Kgh Mali |
| 272. | 57/KL | GIE And Takkou |
| 273. | 58/KL | GIE Koungheul |
| 274. | 59/KL | GIE Deggó Diamaguéne de Koungheul |
| 275. | 60/KL | GIE Taïf Ndiobéne |
| 276. | 61/KL | GIE Sigil Djiguène Sine Saloum |
| 277. | 62/KL | GIE Le Saloum |
| 278. | 63/KL | GIE Diamaguène Sara |
| 279. | 64/KL | GIE Barry et Frères |
| 280. | 65/KL | GIE Mbaye et Famille |
| 281. | 66/KL | GIE Diallo & Frères |
| 282. | 68/KL | GIE « ando And Ligguey » |
| 283. | 69/KL | GIE Mbin Maak Business Company |
| 284. | 70/KL | GIE Dental Mbaboumy |
| 285. | 71/KL | GIE SOT |
| 286. | 01/KD | Coop Bounkiling |
| 287. | 02/KD | Coop Vélingara |
| 288. | 03/KD | Coop Kolda |
| 289. | 04/KD | Coop Bantaguel |
| 290. | 06/KD | Coop Kounkané |
| 291. | 07/KD | Grpt. Lépreux Kolda |
| 292. | 09/KD | GIE Dental |
| 293. | 11/KD | GIE Médina Wandifa |
| 294. | 13/KD | GIE Diyabougou Coly |
| 295. | 14/KD | GIE Wandifa Koura |
| 296. | 15/KD | GIE Dabakh Sikilo Nord |
| 297. | 17/KD | GIE Khadim Rassoul |
| 298. | 18/KD | GIE Moussidal Saré Moussa |
| 299. | 19/KD | GIE Wackilare Kolda |
| 300. | 20/KD | GIE Ennen |
| 301. | 21/KD | GIE Multi-Tâches |
| 302. | 22/KD | GIE Baldé et Famille |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|------|-------------|---|
| 303. | 23/KD | GIE Noflaye |
| 304. | 24/KD | GIE Soum Soum Ecole Kolda |
| 305. | 25/KD | GIE Bamtare Fouladou |
| 306. | 26/KD | GIE Fedee Dabo |
| 307. | 27/KD | GIE Sinthiang Diaobé |
| 308. | 28/KD | GIE Kawral Diaobé |
| 309. | 29/KD | GIE Touré & Famille |
| 310. | 30/KD | GIE Boumbouya Counda |
| 311. | 31/KD | GIE Bamtare Bassoum |
| 312. | 32/KD | GIE Diokore Emdam de Vélingara |
| 313. | 34/KD | GIE Mballacounda de Dabo |
| 314. | 35/KD | GIE Assimirou |
| 315. | 36/KD | GIE Darde Kamboua |
| 316. | 38/KD | GIE Diarra et Famille |
| 317. | 39/KD | GIE Diamankacounda |
| 318. | 40/KD | GIE Hafia Koure |
| 319. | 41/KD | GIE Kounkande Foret |
| 320. | 42/KD | GIE Niax Tedde |
| 321. | 43/KD | GIE Touba Niouroul |
| 322. | 44/KD | GIE Coulibaly et Famille |
| 323. | 45/KD | GIE Saregayo |
| 324. | 46/KD | GIE Medina Gounass |
| 325. | 47/KD | GIE Fournisseur de Produit forestier |
| 326. | 48/KD | GIE des Groupements des Transports Lourds de Diaobé |
| 327. | 49/KD | GIE Bamtaré de Mampatim |
| 328. | 50/KD | GIE Djimdjimba |
| 329. | 51/KD | GIE Salaamata |
| 330. | 52/KD | GIE Nano Ndirale de Mampatim |
| 331. | 01/LG | Coop Louga |
| 332. | 02/LG | Coop Linguère |
| 333. | 03/LG | Coop Kébémer |
| 334. | 04/LG | Coop Mouck Mouck |
| 335. | 06/LG | Coop Dahra |
| 336. | 07/LG | GIE Ngaré Ligoden |
| 337. | 09/LG | GIE Takku Liguey |
| 338. | 13/LG | GIE Xeweul |
| 339. | 14/LG | GIE Khimatoul Khadim |
| 340. | 15/LG | GIE Ardecom |
| 341. | 16/LG | GIE Bok Dolé |
| 342. | 17/LG | GIE And Taku Liggey |
| 343. | 18/LG | GIE des Laobés de Darou Mousty |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|------|-------------|--|
| 344. | 19/LG | GIE Sokhna Faty Issa Diop |
| 345. | 20/LG | GIE Bok Diom D. Khoudoss Touba |
| 346. | 21/LG | GIE Sokhna Asta Dièye |
| 347. | 22/LG | GIE Diap Liguey Baity Diop |
| 348. | 23/LG | GIE Ndiaye et Famille |
| 349. | 24/LG | GIE Comptoir du Niambour |
| 350. | 25/LG | GIE Mouvement des Jeunes Laobés de Louga |
| 351. | 26/LG | GIE Sopp Borom Darou |
| 352. | 27/LG | GIE Jokoo Liguey |
| 353. | 28/LG | GIE Darou Culture |
| 354. | 29/LG | GIE Bari Diam |
| 355. | 30/LG | GIE And Liguey |
| 356. | 31/LG | GIE Kadd Gui |
| 357. | 32/LG | GIE Cheikh Saliou |
| 358. | 33/LG | GIE serigne Abdou Khoudouss |
| 359. | 34/LG | GIE Sopp NABY |
| 360. | 35/LG | GIE Amal |
| 361. | 36/LG | GIE Sope Serigne Ousmane Ndiaye |
| 362. | 37/LG | GIE Le Malaw |
| 363. | 38/LG | GIE Technologie du Millénaire |
| 364. | 39/LG | GIE Keur Dior |
| 365. | 40/LG | GIE Dooley Kayoor |
| 366. | 41/LG | GIE Bokk Ngor |
| 367. | 42/LG | GIE Diappo Liguèy |
| 368. | 43/LG | GIE Mame Khary Mbacké |
| 369. | 44/LG | GIE Baye Lakhat et Fils |
| 370. | 45/LG | GIE Suxali Djoloff de Linguère |
| 371. | 46/LG | GIE Mouvement Aliou Banna Sow |
| 372. | 01/MT | Coop Matam |
| 373. | 02/MT | Coop Nabadji Civol |
| 374. | 03/MT | Coop Bokidiawé |
| 375. | 04/MT | GIE Art-Sculpteurs de Matam |
| 376. | 05/MT | GIE Habaadir Baasale |
| 377. | 06/MT | GIE Dental Jaloubé de Matam |
| 378. | 07/MT | GIE Khadimal Mountakha |
| 379. | 01/SD | GIE Le Mbollo |
| 380. | 02/SD | GIE Tessito |
| 381. | 03/SD | GIE Diek Diom Fagne Gathie |
| 382. | 04/SD | GIE Medina Bounkiling |
| 383. | 05/SD | GIE Dental de Médina Wandifa |
| 384. | 06/SD | GIE Fonk Liguèye |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|------|-------------|---|
| 385. | 07/SD | GIE And Dioubo de sédiou |
| 386. | 08/SD | GIE Association des Exploitants forestiers de Goudomp |
| 387. | 09/SD | GIE Kassafor |
| 388. | 10/SD | GIE Diamwely |
| 389. | 11/SD | GIE Nafore |
| 390. | 01/SL | Coop Loboudou Doué |
| 391. | 02/SL | Coop Thiellé Boubacar |
| 392. | 03/SL | Coop Fanaye |
| 393. | 04/SL | Coop Guédé Village |
| 394. | 05/SL | SOSECOM |
| 395. | 06/SL | Coop Dialawaly |
| 396. | 07/SL | Coop Fleuve |
| 397. | 08/SL | Coop Podor |
| 398. | 09/SL | Coop Ndioum |
| 399. | 10/SL | Coop Dodel |
| 400. | 11/SL | Coop Mpal |
| 401. | 16/SL | Coop Walaldé |
| 402. | 17/SL | GIE Ly et Frères |
| 403. | 18/SL | GIE Famille Dièye de Mpal |
| 404. | 19/SL | GIE Diatar |
| 405. | 20/SL | GIE Thierno Yaya Ba |
| 406. | 21/SL | ENTREPRISE BAMTAARE LENOL DIARNO |
| 407. | 01/TB | Coop Koumpentoum |
| 408. | 02/TB | Coop Sud Est Tamba |
| 409. | 03/TB | Coop Charbonnière |
| 410. | 04/TB | Coop Diamaguène Tamba |
| 411. | 05/TB | Coop Niani |
| 412. | 06/TB | Coop Missirah |
| 413. | 07/TB | Coop Kalankadougou |
| 414. | 08/TB | Coop Kothiary |
| 415. | 09/TB | Coop Méréto |
| 416. | 10/TB | Coop Sinthiou Malème |
| 417. | 11/TB | Groupement Model |
| 418. | 12/TB | SOAMEFORT |
| 419. | 13/TB | Coop Fass Gounass |
| 420. | 14/TB | GIE Niani |
| 421. | 16/TB | GIE Bok Liguey |
| 422. | 17/TB | GIE Kawral |
| 423. | 18/TB | GIE Sopp Bamba |
| 424. | 19/TB | GIE Agrosylvopastoral |
| 425. | 20/TB | GIE Touba Bélel |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|------|-------------|--|
| 426. | 21/TB | GIE Ngallou |
| 427. | 22/TB | Ass. Des Hanséniens TB |
| 428. | 24/TB | GIE Oriental Envment |
| 429. | 25/TB | GIE Diam Ak Salam |
| 430. | 29/TB | GIE Ndimbal Diaboth |
| 431. | 30/TB | GIE Badèma |
| 432. | 31/TB | GIE Ida Mouride |
| 433. | 32/TB | GIE Dianatou Mahwa |
| 434. | 33/TB | GIE Gorgolou |
| 435. | 34/TB | GIE Yakar Yalla |
| 436. | 35/TB | GIE Gandiol de Tambacounda |
| 437. | 36/TB | GIE Kawtal de Koumpentoum |
| 438. | 37/TB | GIE Dabakh Malick |
| 439. | 38/TB | GIE des Eleveurs de Malème Niani |
| 440. | 39/TB | GIE Jokkere Emdam |
| 441. | 40/TB | GIE Top et Famille |
| 442. | 41/TB | GIE Nfansoucounda |
| 443. | 42fTB | GIE Takkou Liggey de Tamba |
| 444. | 43/TB | GIE Malème Niani |
| 445. | 44/TB | GIE Kahone |
| 446. | 45/TB | GIE Fassû Bara |
| 447. | 46/TB | GIE Bok Jom de Koumpentoum |
| 448. | 47/TB | Wakeur Lalbasse DIOP |
| 449. | 48/TB | GIE Ben Kaa Weelly |
| 450. | 49/TB | GIE Onamedema |
| 451. | 50/TB | GIE Fede Dia et Famille |
| 452. | 51/TB | GIE Sinthiou Malème |
| 453. | 52/TB | GIE Bamtare de Saré Issa |
| 454. | 53/TB | GIE Khelcom Sun Thiou Malème |
| 455. | 54/TB | GIE Tamba Gouye |
| 456. | 55/TB | GIE Dioma |
| 457. | 56/TB | GIE Bokk Affaires de Tambacounda |
| 458. | 57/TB | GIE Ngayé |
| 459. | 58/TB | GIE Koussanar |
| 460. | 59/TB | GIE Thièck |
| 461. | 60/TB | GIE des dépositaires légaux de charbon |
| 462. | 61/TB | GIE Kalanka Thiéké |
| 463. | 62/TB | GIE Bamtaré |
| 464. | 63/TB | GIE Dande Lenol Niani |
| 465. | 64/TB | GIE Ida Seco |
| 466. | 65/TB | GIE Nafoore |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|------|-------------|-----------------------------------|
| 467. | 66/TB | GIE Sagalé |
| 468. | 67/TB | GIE Gaïndé et Famille |
| 469. | 68/TB | GIE Niani Kouthia |
| 470. | 69/TB | GIE Taf Taf Keba |
| 471. | 70/TB | SEBACI SERVICES |
| 472. | 71/TB | GIE Diougoule |
| 473. | 72/TB | GIE Kandi Kandeema Diwane |
| 474. | 73/TB | GIE La Source |
| 475. | 74/TB | GIE Sare Diam |
| 476. | 75/TB | GIE Dar-Es-Salam |
| 477. | 76/TB | GIE Ly Counda |
| 478. | 77/TB | GIE Diazaka |
| 479. | 78/TB | GIE Hafia Maleme |
| 480. | 79/TB | GIE AI Barka Néné |
| 481. | 80/TB | GIE Travaux |
| 482. | 81/TB | GIE Sate Nafaa |
| 483. | 82/TB | GIE Diamegueune College |
| 484. | 83/TB | INMAPS AFRICA SUARL |
| 485. | 84/TB | GIE Souf Moy Kom Kom |
| 486. | 85/TB | GIE Bamtare Holdou Foty |
| 487. | 86/TB | GIE Salemata |
| 488. | 01/TH | Coop Thiès |
| 489. | 02/TH | Coop Sindia |
| 490. | 03/TH | Coop Ndiassane |
| 491. | 04/TH | Coop Pout |
| 492. | 05/TH | SOEXFORCOM |
| 493. | 06/TH | Coop Mbour |
| 494. | 07/TH | Coop Dbo Liguey SARL |
| 495. | 08/TH | Coop Chérif Lô |
| 496. | 09/TH | GIE Taku Liguey |
| 497. | 10/TH | GIE Cayor Exploitation |
| 498. | 12/TH | GIE Keur Cheikh |
| 499. | 13/TH | GIE And Jerino Sunu Foré |
| 500. | 14/TH | GIE Keur Abibatou |
| 501. | 16/TH | GIE Boolo And Ligueye 11/11 |
| 502. | 17/TH | GIE Gerem Yallah |
| 503. | 18/TH | GIE Jappo Médina Fall |
| 504. | 19/TH | GIE Fally DIEYE |

| N° | N° CPEF | Nom de l'organisme |
|------|-------------|--|
| 505. | 20/TH | GIE Are Sa Ganthiakh |
| 506. | 21/TH | GIE Diouf Production et Services |
| 507. | 22/TH | GIE Book Yakaar de Joal |
| 508. | 23/TH | GIE Dabakh Malick Environnement |
| 509. | 24/TH | GIE Bok Diom |
| 510. | 25/TH | GIE Jappo Liguèye |
| 511. | 26/TH | GIE Africa Entreprise |
| 512. | 27/TH | GIE Natangue |
| 513. | 28/TH | GIE Sandiara |
| 514. | 29/TH | GIE Dione et Frères |
| 515. | 30/TH | GIE Dioba Diouba |
| 516. | 31/TH | GIE Kadior |
| 517. | 32/TH | GIE Baba Noumou |
| 518. | 33/TH | GIE Sopp Naby |
| 519. | 34/TH | GIE Keur Malick Bâ |
| 520. | 35/TH | GIE Thiyoë et Frères |
| 521. | 36/TH | GIE Château d'eau Nord |
| 522. | 37/TH | GIE Mankoo Liguey de Bambouck |
| 523. | 38/TH | GIE « Exploitation Forestier Jappoo de Pathé » |
| 524. | 39/TH | GIE C2D Cayor Dan Dolé |
| 525. | 40/TH | GIE And Ligueye Soukhaly |
| 526. | 41/TH | GIE Cheikh Ibrahima NIASS |
| 527. | 01/ZR | Coop Bignonna |
| 528. | 02/ZR | Coop santhiaba |
| 529. | 04/ZR | Coop Boucotte |
| 530. | 07/ZR | Coop Néma |
| 531. | 10/ZR | Coop Ziguinchor Périphérique |
| 532. | 11/ZR | Coop Dimbaya |
| 533. | 13/ZR | Coop Tenghory |
| 534. | 14/ZR | Coop Kagnarou |
| 535. | 19/ZR | GIE Jeunes Com de Boucotte Sud |
| 536. | 22/ZR | GIE Efok Samboun |
| 537. | 24/ZR | GIE Karonghène Karamba |
| 538. | 25/ZR | GIE Lawagou |
| 539. | 26/ZR | GIE Nianthio SB zgr |

Annexe 2 : Forêts aménagées et possibilités en bois énergie en 2021

REGION DE TAMBACOUNDA

| Massif | Bloc | Parcelle | Superficie (ha) | Possibilités en bois énergie (m ³) | Equivalent en charbon (Qtx) |
|--------------------|--------------------------------|--------------|-----------------|--|-----------------------------|
| Koar | 1 | 1 | 1 095 | 8 931 | 13 877,2 |
| | 2 | 6 | 789 | 6 547 | 10 173,5 |
| | 3 | 8 | 616 | 4 754 | 7 387,0 |
| | 4 | 7 | 784 | 7 283 | 11 316,2 |
| | 5 | 6 | 771 | 6 626 | 10 295,9 |
| | 6 | 8 | 871 | 6 894 | 10 712,7 |
| | 7 | 4 | 752 | 6 344 | 9 856,9 |
| | 8 | 5 | 950 | 7 596 | 11 803,8 |
| | 9 | | 850 | 7 452 | 11 579,1 |
| | Total Koar | | 7 478 | 62 427 | 97 002,4 |
| Koulor | 1 | 3 | 227 | 1 516 | 2 355,6 |
| | 2 | 3 | 227 | 3 803 | 5 909,3 |
| | 3 | 5 | 779 | 4 934 | 7 666,7 |
| | 4 | 8 | 553 | 4 556 | 7 079,3 |
| | 5 | 2 | 935 | 5 366 | 8 337,9 |
| | 6 | 6 | 999 | 4 862 | 7 554,8 |
| | 7 | 5 | 741 | 3 254 | 5 056,2 |
| | 8 | 5 | 1 574 | 9 400 | 14 606,2 |
| | 9 | 5 | 1 589 | 8 900 | 13 829,2 |
| | Total Koulor | | 7 624 | 46 591 | 72 395,2 |
| Koussanar | 1 | 2 | 981 | 2 656 | 4 127,0 |
| | 2 | 2 | 1 153 | 2 902 | 4 509,3 |
| | 3 | 2 | 1 296 | 3 406 | 5 292,4 |
| | 4 | 2 | 1 420 | 3 326 | 5 168,1 |
| | Total Koussanar | | 4 850 | 12 290,00 | 19 096,8 |
| Missirah-Kothiary | 1 | 4 | 1 704 | 9 207 | 14 306,3 |
| | 2 | 8 | 1 249 | 7 582 | 11 781,3 |
| | 3 | 8 | 1 182 | 7 116 | 11 057,2 |
| | 4 | 7 | 747 | 6 486 | 10 078,2 |
| | 5 | 4 | 679 | 4 385 | 6 813,6 |
| | Total Missirah Kothiary | | 5 561 | 34 776 | 54 036,6 |
| Ndoga | 1 | 7 | 714 | 2 854 | 4 434,7 |
| | 2 | 7 | 845 | 2 269 | 3 525,7 |
| | 3 | 7 | 713 | 2 280 | 3 542,8 |
| | 4 | 7 | 630 | 1 640 | 2 548,3 |
| | 5 | 7 | 641 | 1 668 | 2 591,8 |
| Total Ndoga | | 3 544 | 10 711 | 16 643,2 | |

| Massif | Bloc | Parcelle | Superficie (ha) | Possibilités en bois énergie (m ³) | Equivalent en charbon (Qtx) |
|--------------|---------------------------|----------|-----------------|--|-----------------------------|
| Nettéboulou | 1 | 2 | 1 226 | 401 | 622,9 |
| | 2 | 4 | 1 601 | 716 | 1 113,1 |
| | 3 | 8 | 1 251 | 680 | 1 056,0 |
| | 4 | 2 | 1 487 | 902 | 1 401,2 |
| | 5 | 8 | 2 517 | 1 357 | 2 108,6 |
| | 6 | 7 | 1 589 | 916 | 1 424,0 |
| | 7 | 2 | 1 317 | 639 | 992,8 |
| | Total Ndoga | | 10 989 | 5 611 | 8 718,6 |
| Niani | 1 | 7 | 550 | 2 373 | 3 687,2 |
| | 2 | 7 | 780 | 3 795 | 5 897,1 |
| | 3 | 7 | 954 | 4 116 | 6 395,9 |
| | 4 | 7 | 875 | 3 504 | 5 444,8 |
| | Total Niani | | 3 159 | 19 399 | 21 425,0 |
| Niani Saloum | 1 | 7 | 635 | 1 075 | 1 670,4 |
| | 2 | 7 | 336 | 553 | 859,3 |
| | 3 | 7 | 270 | 1 277 | 1 984,3 |
| | 4 | 7 | 421 | 459 | 713,2 |
| | 5 | 7 | 406 | 584 | 907,4 |
| | Total Niani saloum | | 2 068 | 3 948 | 6 134,6 |
| Ouly | 1 | 7 | 598 | 938 | 1 457,5 |
| | 2 | 7 | 496 | 1 371 | 2 130,3 |
| | 3 | 7 | 452 | 974 | 1 513,4 |
| | 4 | 7 | 821 | 2 066 | 3 210,2 |
| | 5 | 7 | 383 | 1 193 | 1 853,7 |
| | 6 | 7 | 432 | 1 091 | 1 695,2 |
| | 7 | 7 | 545 | 1 594 | 2 476,8 |
| | 8 | 7 | 250 | 985 | 1 530,5 |
| | 9 | 7 | 241 | 903 | 1 403,1 |
| | Total Ouly | | 4 219 | 11 115 | 17 271,0 |
| Paniates | 1 | 7 | 952 | 6 751 | 10 490,0 |
| | 2 | 7 | 836 | 6 261 | 9 728,6 |
| | 3 | 7 | 949 | 6 317 | 9 815,6 |
| | 4 | 7 | 836 | 6 553 | 10 182,4 |
| | 5 | 7 | 1 264 | 9 008 | 13 997,0 |
| | Total Paniates | | 4 837 | 34 890 | 54 213,7 |
| Ségoucoura | 1 | 7 | 734 | 5 386 | 8 369,0 |
| | 2 | 7 | 865 | 6 550 | 10 177,7 |
| | 3 | 7 | 942 | 6 564 | 10 199,4 |
| | 4 | 7 | 716 | 5 344 | 8 303,8 |
| | 5 | 7 | 1 239 | 8 071 | 12 541,1 |
| | 6 | 7 | 907 | 6 813 | 10 586,4 |
| | Total Segoucoura | | 5403 | 38 728 | 60 177,4 |

| Massif | Bloc | Parcelle | Superficie (ha) | Possibilités en bois énergie (m ³) | Equivalent en charbon (Qtx) |
|---------------------------------|---------------------------------|----------|-----------------|--|-----------------------------|
| Maka | 1 | 7 | 678 | 2 235 | 3 472,8 |
| | 2 | 7 | 404 | 1 194 | 1 855,3 |
| | 3 | 7 | 584 | 1 735 | 2 695,9 |
| | 4 | 7 | 649 | 1 926 | 2 992,7 |
| | 5 | 7 | 952 | 2 902 | 4 509,3 |
| | 6 | 7 | 764 | 2 250 | 3 496,2 |
| | Total Maka | | 4 032 | 12 242 | 19 022,2 |
| Sinthiou Bocar Aly | 1 | 4 | 1 211 | 3 695 | 5 741,5 |
| | 2 | 3 | 1 220 | 3 721 | 5 781,9 |
| | 3 | 3 | 1 104 | 3 565 | 5 539,5 |
| | 4 | 7 | 1 280 | 3 904 | 6 066,2 |
| | Total Sinthiou Bocar Aly | | 4 815 | 14 885 | 23 129,0 |
| Sita Niaoulé | 1 | 2 | 465 | 4 629 | 7 192,5 |
| | 2 | 1 | 776 | 7 279 | 11 309,8 |
| | 3 | 6 | 626 | 4 730 | 7 350,4 |
| | Total Sita niaoule | | 1 867 | 16 638 | 25 852,7 |
| Boynguel Bamba | 1 | 8 | 1 102 | 3 747 | 5 822,3 |
| | 2 | 1 | 915 | 3 782 | 5 876,6 |
| | 3 | 2 | 955 | 4 423 | 6 872,7 |
| | Total Boynguel Bamba | | 2 972 | 11 952 | 18 571,6 |
| Gouloumbou | 1 | 1 | 352 | 3 092 | 4 804,5 |
| | 2 | 1 | 396 | 3 067 | 4 765,6 |
| | 3 | 7 | 473 | 2 922 | 4 540,3 |
| | Total Boynguel Bamba | | 1 221 | 9 081 | 14 110,5 |
| Total Région Tambacounda | | | 74 639 | 345 284 | 527 800,3 |

REGION DE KOLDA

| Massif | Bloc | Parcelle | Superficie (ha) | Possibilités en bois énergie (m ³) | Equivalent en charbon (Qtx) |
|------------|-------------------------|----------|-----------------|--|-----------------------------|
| Saré Gardi | 1 | 4 | 439 | 2436 | 3785,17 |
| | 2 | 2 | 353 | 1470 | 2284,15 |
| | Total Saré Gardi | | 792 | 3906,00 | 6069,32 |
| Thiéwal | 1 | 1 | 727 | 6976 | 10839,07 |
| | 2 | 1 | 427 | 4599 | 7 145,58 |
| | 3 | 1 | 459 | 5 193 | 8 068,64 |
| | 4 | 1 | 677 | 6 679 | 10 378,11 |
| | Total Thiéwal | | 2 290 | 23 446 | 36 431,40 |

| Massif | Bloc | Parcelle | Superficie (ha) | Possibilités en bois énergie (m ³) | Equivalent en charbon (Qtx) |
|---------------------------------|---|---------------------|----------------------|--|-----------------------------|
| Kandiator | 1 | 2 | 354 | 4 855 | 7 543,92 |
| | 2 | 3 | 1 396 | 1 4241 | 22 128,32 |
| | 3 | 8 | 1 189 | 14 227 | 22 106,57 |
| | 4 | 2 | 1 044 | 9 509 | 14 775,52 |
| | 5 | 2 | 716 | 8 641 | 13 426,78 |
| | Total Kandiator | | 4 699 | 51 473 | 79 981,12 |
| Saré Bidji | 1 | 4 | 488 | 615 | 955,77 |
| | 2 | 7 | 412 | 311 | 483,71 |
| | 3 | 5 | 295 | 609 | 946,03 |
| | 4 | 4 | 517 | 1 079 | 1 675,89 |
| | 5 | 2 | 375 | 424 | 659,56 |
| | Total Saré Bidji..... | | 2 087 | 3 038 | 4 720,96 |
| Dar Salam Thierno | 1 | 2 | 96 | 643 | 998,94 |
| | 2 | 2 | 84 | 562 | 873,60 |
| | Total Dar Salam Thierno | | 179 | 1 205 | 1 872,54 |
| Medina Salam Dingha | 1 | 7 | 717 | 9 948 | 15 457,45 |
| | 2 | 7 | 1 402 | 21 518 | 33 435,31 |
| | 3 | 7 | 1 426 | 24 141 | 37 511,10 |
| | Total Medina Salam Dingha..... | | 3 545 | 55 606 | 86 403,86 |
| Saré Bodio | 1 | 7 | 717 | 8 216 | 12 766,40 |
| | 2 | 7 | 1 402 | 10 293 | 15 993,74 |
| | Total Saré Bodio | | 2 119 | 18 509 | 28 760,14 |
| Saré Omar | 1 | 1 | 133 | 2 014 | 3 129,45 |
| | 2 | 6 | 114 | 1 838 | 2 855,97 |
| | 3 | 7 | 144 | 2 037 | 3 165,18 |
| | Total Saré Omar | | 391 | 5 889 | 9 150,60 |
| Bonconto | 1 | 7 | 776 | 8 955 | 13 914,13 |
| | 2 | 5 | 995 | 11 327 | 17 600,37 |
| | Total Bonconto | | 1 771 | 20 282 | 31 514,50 |
| Mballoucounda | 1 | 7 | 627 | 10 485 | 16 292,08 |
| | 2 | 7 | 735 | 11 121 | 17 280,32 |
| | 3 | 7 | 593 | 8 804 | 13 680,06 |
| | Total Mballoucounda | | 1 955 | 30 410 | 47 252,46 |
| Mballoucounda Sissao | 1 | 6 | 297 | 2 284 | 3 548,98 |
| | 2 | 6 | 317 | 2 447 | 3 802,26 |
| | 3 | 6 | 370 | 2 859 | 4 442,45 |
| | Total Mballoucounda sissao | | 985 | 7 590 | 11793,69 |
| Total Région Kolda | | 20 812 | 221 354 | 343 950,60 | |

REGION DE SEDHIOU

| Massif | Bloc | Parcelle | Superficie (ha) | Possibilités en bois énergie (m ³) | Equivalent en charbon (Qtx) |
|----------------|-----------------------------------|----------|--------------------|--|-----------------------------|
| Sakar-Oudoucar | 1 | 5 | 420 | 2 867 | 4 454,9 |
| | 2 | 6 | 444 | 3 042 | 4 726,8 |
| | 3 | 6 | 350 | 2 174 | 3 378,1 |
| | 4 | 6 | 167 | 1 867 | 2 901,0 |
| | 5 | 8 | 313 | 1 689 | 2 624,4 |
| | Total Sakar-Oudoucar | | 1 694 | 11 639,00 | 18 085,2 |
| Boussimballo | 1 | 7 | 599 | 2 854 | 4 434,7 |
| | 2 | 7 | 810 | 4 142 | 6 436,0 |
| | 3 | 7 | 1 173 | 6 366 | 9 891,8 |
| | Total Boussimballo | | 2 582 | 13 362,00 | 20 762,5 |
| Diambaty | 1 | 6 | 466 | 4 901 | 7 615,4 |
| | 2 | 6 | 535 | 6 044 | 9 391,4 |
| | 3 | 6 | 583 | 7 379 | 11 465,8 |
| | Total Diambaty | | 1 584 | 18 324,00 | 28 472,7 |
| | Total Région Sédhiou | | 5 860 | 43 325,00 | 67 320,4 |

REGION DE KAOACK

| Massif | Bloc | Parcelle | Superficie (ha) | Possibilités en bois énergie (m ³) | Equivalent en charbon (Qtx) |
|----------------------------|--|----------|------------------|--|-----------------------------|
| Sambandé | 1 | 6 | 23 | 97 | 150,1 |
| | 2 | 6 | 23 | 97 | 150,1 |
| | Total Sambandé | | 46 | 193 | 300,2 |
| N'gamac Badiane | 1 | 5 | 20 | 2 457 | 3 818,3 |
| | Total Ngamac Badiane | | 20 | 2 457 | 3 818,3 |
| Keur Bame | 1 | 5 | | 75 | 115,9 |
| | Total keur Bame | | 00 | 75 | 115,9 |
| keur Niene Sérere | 1 | 6 | 15 | 90,00 | 139,8 |
| | Total keur Niène Sérère | | 15 | 90,00 | 139,8 |
| Keur Thiandery | 1 | 3 | 21 | 121,00 | 188,0 |
| | Total Keur Thiandery | | 21 | 121,00 | 188,0 |
| Tanda Bartanda Mboudaye | 1 | 5 | | | -00,0 |
| | 2 | 5 | | | -00,0 |
| | 3 | 5 | 61 | 221,00 | 343,4 |
| | Total Tanda Bartanda Mboudaye | | 61 | 221,00 | 343,4 |
| | Total région Kaolack | | 163 | 3 157 | 4 905,6 |

REGION DE KAFFRINE

| Massif | Bloc | Parcelle | Superficie (ha) | Possibilités en bois énergie (m ³) | Equivalent en charbon (Qtx) |
|------------------------------|--------------------------|----------|-----------------|--|-----------------------------|
| Maka Yop | 1 | 6 | 1 089 | 1 942 | 3 017,6 |
| | 2 | 6 | 1 053 | 2 216 | 3 443,3 |
| | 3 | 6 | 909 | 2 202 | 3 421,6 |
| | Total Maka Yoo | | 3 050 | 6 360 | 9 882,5 |
| Mousdalifa | 1 | 6 | 362 | 874 | 1 358,1 |
| | 2 | 6 | 296 | 756 | 1 174,7 |
| | 3 | 6 | 357 | 939 | 1 459,1 |
| | Total Mousdalifa | | 1 015 | 2 569 | 3 991,8 |
| Malem Delby | 1 | 6 | 343 | 507 | 787,8 |
| | 2 | 6 | 456 | 705 | 1 095,5 |
| | 3 | 6 | 540 | 798 | 1 240,0 |
| | Total Malem Delby | | 1 339 | 2 010 | 3 123,2 |
| Pima Thiour | 1 | 6 | 720 | 659 | 1 024,0 |
| | 2 | 6 | 453 | 447 | 694,6 |
| | Total Pima Thiour | | 1 173 | 1 106,00 | 1 718,6 |
| Dankou | 1 | 6 | 74 | 662 | 1 028,0 |
| | 2 | 6 | 80 | 750 | 1 165,9 |
| | 3 | 6 | 63 | 672 | 1 044,3 |
| | 4 | 6 | 90 | 695 | 1 080,2 |
| | Total Dankou | | 307 | 2 779 | 4 345,0 |
| Total Région Kaffrine | | | 6 885 | 14 824 | 23 061,1 |

REGION DE FATICK

| Massif | Bloc | Parcelle | Superficie (ha) | Possibilités en bois énergie (m ³) | Equivalent en charbon (Qtx) |
|----------------------------|-------------------------------|----------|-----------------|--|-----------------------------|
| Diomboss | 1 | 3a | 16 | 110 | 170,9 |
| | Total Diomboss | | 16 | 110,00 | 170,9 |
| Djilor | 1 | 5 | 108 | 637 | 989,8 |
| | Total Djilor | | 108 | 637,00 | 989,8 |
| Velor | 1 | Da | 88 | 205 | 318,5 |
| | 2 | Ba | 88 | 205 | 318,5 |
| | 3 | Ga | 88 | 185 | 287,5 |
| | 4 | Ga | 88 | 185 | 287,5 |
| | Total Velor | | 350 | 780 | 1212,0 |
| Keur Baba Samaké | 1 | 8 | 22 | 268 | 416,6 |
| | Total Keur Baba Samaké | | 22 | 268 | 416,6 |
| Sangako | 1 | 4 | 75 | 1650 | 2563,8 |
| | 2 | 4 | 93 | 1499 | 2329,2 |
| | 3 | 4 | 74 | 1615 | 2509,5 |
| | Total Sangako | | 242 | 4764 | 7402,5 |
| Moundé | 1 | 1 | 11 | 244 | 378,8 |
| | Total Moundé | | 11 | 244 | 378,8 |
| Sanghaie | 1 | 1 | 84 | 108 | 167,5 |
| | Total Sanghaie | | 84 | 108 | 167,5 |
| Total Région Fatick | | | 833 | 6911 | 10738,2 |

SYNTHESE DES POSSIBILITES

| Massif | Superficie (ha) | Possibilités en bois énergie (m ³) | Equivalent en charbon (Qtx) |
|--------------------|----------------------|--|-----------------------------|
| Tambacounda | 74 639 | 345 284 | 527 800 |
| Kolda | 20 812 | 221 354 | 343 951 |
| Sédhiou | 5 860 | 43 325 | 67 320 |
| Kaffrine | 6 885 | 14 824 | 23 061 |
| Kaolack | 163 | 3 157 | 4 906 |
| Fatick | 833 | 6 911 | 10 738 |
| TOTAL | 109 192 | 634 856 | 977 776 |

POUR LE BOIS D'ŒUVRE

Annexe 3 : Répartition par région du quota de bois d'œuvre pour les artisans/menuisiers des chambres des Métiers

| Région | Quota alloué (pieds) |
|--------------------|----------------------|
| Tambacounda | 400 |
| Kédougou | 100 |
| Total | 500 |

POUR LE BOIS DE SERVICE

Annexe 4 : Répartition des quotas de panneaux de crinting et tiges de bambou

| Région | Panneaux de crinting (unités) | Tiges de bambou (unités) |
|--------------------|-------------------------------|--------------------------|
| Tambacounda | 5 000 | --- |
| Kolda | 25 000 | 20 000 |
| Sédhiou | 35 000 | 5 000 |
| Kédougou | 30 000 | 15 000 |
| Total | 95 000 | 40 000 |

Arrêté ministériel n° 000496 du 18 janvier 2021 portant composition et fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité national de Biosécurité (CNB)

Chapitre premier. - Dispositions générales

Article premier.- Le présent arrêté fixe la composition et précise les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité national de Biosécurité (CNB) mentionné à l'article 3 du décret n° 2017-1053 du 19 mai 2017 fixant les modalités d'organisation, de fonctionnement et les attributions de l'Autorité nationale de Biosécurité.

Art. 2. - Le Comité national de Biosécurité est un organe consultatif qui assiste, par ses avis et recommandations, la Direction exécutive de l'Autorité nationale de Biosécurité (ANB).

Art. 3. - Le Comité national de Biosécurité a pour mission de donner son avis sur toutes les questions d'ordres éthique, religieux, social, économique et culturel qui sont soulevées par l'utilisation des organismes génétiquement modifiés et/ou de produits dérivés issus de la biotechnologie moderne. Le Comité national de Biosécurité est, en outre, chargé :

- de veiller à ce que l'utilisation des organismes génétiquement modifiés et/ou produits dérivés issus de la biotechnologie moderne soit conforme aux us et coutumes des populations du Sénégal, ne perturbe pas les systèmes traditionnels de production et se fasse dans l'intérêt du pays ;
- d'alerter la Direction exécutive de l'ANB sur tout effet défavorable lié à l'utilisation des organismes génétiquement modifiés et/ou produits dérivés, en particulier sur les plans éthique, religieux, social, économique et culturel ;
- d'organiser, en relation avec la Direction exécutive de l'ANB, les conditions de la participation du public au processus de prise de décision ;
- de fournir un cadre de concertation et d'échange sur les questions concernant la biotechnologie moderne et la biosécurité ;
- de contribuer à l'élaboration du rapport annuel d'activités de l'ANB.

Art. 4. - Le Comité national de Biosécurité comprend trente-deux (32) membres, y compris le Président, dont :

- un représentant de l'Assemblée nationale ;
- un représentant du Conseil économique social et environnemental ;
- un représentant du Haut Conseil des Collectivités territoriales ;

- un représentant du Ministère en charge des Forces armées ;
- un représentant du Ministère en charge de la Santé ;
- un représentant du Ministère en charge de l'Agriculture ;
- un représentant du Ministère en charge de l'Enseignement supérieur et de la recherche ;
- un représentant du Ministère en charge de la Pêche ;
- un représentant du Ministère en charge de l'Environnement ;
- un représentant du Ministère en charge du Commerce ;
- un représentant du Ministère en charge de l'Elevage ;
- un représentant de la Direction générale des Douanes ;
- un représentant de la Direction de la Protection civile ;
- un représentant de l'Institut sénégalais de Recherches agricoles ;
- un représentant de l'Institut de Technologie alimentaire ;
- un représentant de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar ;
- un représentant du comité national d'éthique et de bioéthique ;
- un Point focal national pour le Protocole de Cartagena ;
- un représentant de l'Union des Associations des Elus locaux du Sénégal ;
- huit (08) membres de la société civile ;
- deux (02) membres des organisations de producteurs ;
- trois (03) personnes ressources désignées par le Directeur exécutif.

Lorsqu'un membre perd la qualité pour laquelle il a été désigné ou en cas d'empêchement ou de démission, il est procédé à son remplacement sur demande du Directeur exécutif de l'ANB.

Art. 5. - Les membres du comité sont nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Environnement.

Chapitre 2. - Organisation et fonctionnement

Art. 6. - Le Comité national de Biosécurité comprend un Bureau constitué d'un Président, d'un Vice-président qui le supplée en cas d'absence et d'un Rapporteur.

Le Président, le Vice-président et le Rapporteur sont choisis au sein du Comité à la suite d'une élection à la majorité des deux tiers des membres présents. Le mandat du Président et du Vice-président est d'une durée de trois ans renouvelable une fois.

Le Secrétariat du Comité national de Biosécurité est assuré par la Direction exécutive de l'ANB.

Le Comité national de Biosécurité peut constituer en son sein, en accord avec la Direction exécutive, des groupes de travail ad hoc appelés à instruire des dossiers inscrits à l'ordre du jour de ses réunions ou à conduire, dans le cadre des compétences du Comité, toute étude jugée pertinente. Le Président, après consultation du Vice-président, décide de la mise en place d'un groupe de travail, détermine sa taille et sa composition et fixe sa mission ainsi que sa durée.

Art. 7. - Le Comité national de Biosécurité est obligatoirement saisi, pour avis, à l'initiative du Directeur exécutif de l'ANB toutes les fois qu'une notification ou demande d'autorisation est instruite.

Les saisines pour avis sont adressées au Président du Comité national de Biosécurité. Elles sont accompagnées de toutes les pièces utiles à leur examen. Le Président, après consultation du Vice-président, décide des modalités de traitement de chaque saisine. L'avis du Comité national de Biosécurité est transmis par le Président au Directeur exécutif de l'ANB.

Art. 8. - Le Comité national de Biosécurité peut s'autosaisir de toute question relevant de sa compétence dans les conditions et sous les modalités déterminées par son Président.

Art. 9. - Le Comité national de Biosécurité peut saisir le Comité scientifique et technique de Biosécurité de toute question qui lui paraît pertinente. Le Comité scientifique et technique de Biosécurité y répond sous la même forme dans les limites de sa compétence.

Art. 10. - Le Comité national de Biosécurité se réunit en session ordinaire au moins trois fois par an sur convocation de son Président. La convocation, l'ordre du jour et les dossiers correspondants sont adressés par le Secrétariat à chaque membre au moins quinze jours avant la date prévue de la réunion.

Les réunions du Comité national de Biosécurité ont lieu au siège de l'ANB ou à tout autre endroit indiqué sur la convocation.

Lors de ses réunions, le Comité national de Biosécurité peut s'adjointre toute personne dont les compétences sont utiles à ses travaux.

Art. 11. - Le Comité national de Biosécurité se réunit en session extraordinaire, sur convocation de son Président, des deux tiers de ses membres ou du Directeur exécutif de l'ANB à chaque fois que de besoin et dans les cas prévus aux articles 6 et 7 du présent arrêté.

Art. 12. - Le Comité national de Biosécurité ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente. Si le quorum n'est pas atteint, il est procédé à une seconde convocation portant sur le même objet dans un délai de quinze (15) jours. Si, lors de la seconde convocation le quorum n'est pas atteint, le Comité national de Biosécurité délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 13. - Les réunions du Comité national de Biosécurité font l'objet d'un procès-verbal adressé aux membres du comité et au Directeur exécutif de l'ANB.

Chapitre 3. - *Dispositions finales*

Art. 14. - Le Comité national de Biosécurité préserve la confidentialité des informations qu'il est amené à connaître, notamment au regard des règles relatives à la protection de la propriété intellectuelle et industrielle. Ses membres ou toute autre personne consultée par le Comité national de Biosécurité sont tenus au secret professionnel dans les conditions et sous les peines prévues par les lois et règlement en vigueur.

Art. 15. - Le Comité national de Biosécurité élabore un règlement intérieur qui précise notamment les règles de déontologie applicables aux membres du Comité et les règles relatives à l'organisation technique du travail. Le règlement intérieur est adopté à la majorité des deux tiers des membres du Comité national de Biosécurité.

Art. 16. - L'arrêté n° 2012-2935 du 22 mars 2012 portant composition du Comité national de Biosécurité est abrogé.

Art. 17. - Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Arrêté ministériel n° 000502 du 18 janvier 2021 portant composition et fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité Scientifique et Technique de Biosécurité

Chapitre premier. - Dispositions générales

Article premier.- Le présent arrêté fixe la composition et précise les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité scientifique et technique de biosécurité mentionné à l'article 3 du décret n° 2017-1053 du 19 mai 2017 fixant les modalités d'organisation, de fonctionnement et les attributions de l'Autorité nationale de Biosécurité.

Art. 2. - Le Comité scientifique et technique de Biosécurité est un organe consultatif à caractère scientifique qui assiste, par ses avis et recommandations, la Direction exécutive de l'Autorité nationale de Biosécurité (ANB).

Art. 3. - Le Comité scientifique et technique de biosécurité est chargé notamment :

- d'évaluer les dossiers de demande d'autorisation pour l'utilisation des organismes génétiquement modifiés et/ou produits dérivés ;
- de procéder à l'évaluation des risques et de proposer toute mesure assurant l'innocuité des OGM et/ou produits dérivés ;
- de proposer des mesures correctives et de valider les plans de gestion des risques liés à l'utilisation des OGM et/ou produits dérivés ;
- de réaliser, le cas échéant, une contre-expertise de l'évaluation des risques soumise par le notifiant ;
- de vérifier la fiabilité des informations fournies par le notifiant et leur caractère complet.

Chapitre 2. - Organisation et fonctionnement

Art. 4. - Le Comité scientifique et technique de biosécurité est composé de dix-sept (17) membres, dont :

1. un spécialiste en génétique des plantes ;
2. un spécialiste en génétique animale ;
3. un spécialiste en biologie des ressources halieutiques ;
4. un spécialiste en phytopathologie ;
5. un spécialiste en botanique ;
6. un spécialiste en entomologie ;
7. un spécialiste en toxicologie ;
8. un spécialiste en écologie ;
9. un spécialiste en agronomie ;
10. un spécialiste en biologie moléculaire ;
11. un spécialiste en biotechnologie ;
12. un spécialiste en sécurité sanitaire des aliments (codex alimentarius) ;
13. un spécialiste en nutrition ;

14. un spécialiste en santé publique ;
15. un spécialiste en environnement ;
16. un spécialiste en microbiologie ;
17. un spécialiste en médecine vétérinaire.

Les membres sont choisis à la suite d'une consultation menée par le Directeur exécutif de l'Autorité nationale de Biosécurité et nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Environnement.

Art. 5. - Le Comité scientifique et technique de Biosécurité comprend un Bureau constitué d'un Président, de deux Vice-présidents et d'un Rapporteur élus par ses membres à la majorité des deux tiers.

Le secrétariat est assuré par la Direction exécutive de l'Autorité nationale de Biosécurité.

Art. 6. - Les saisines du CSTB sont adressées à son Président. Elles doivent être accompagnées de toute la documentation nécessaire à leur examen. Le droit de saisine appartient au Directeur exécutif de l'Autorité nationale de Biosécurité.

Art. 7. - Sur chaque saisine, le Président convoque l'ensemble des membres du CSTB pour son examen. Il veille à ce que les membres reçoivent le dossier de la saisine, huit jours au moins avant la date prévue de la réunion, et fixe les modalités de traitement du dossier.

Art. 8. - Au besoin, le Président peut faire appel à des experts externes au CSTB.

Art. 9. - Avant d'entrer en fonction, les membres du CSTB signent une déclaration sur l'honneur.

Art. 10. - Tout membre du CSTB ayant un intérêt direct ou indirect ou étant impliqué dans le dossier soumis à examen n'assiste pas à l'étude dudit dossier.

Art. 11. - Le CSTB peut demander des informations complémentaires par écrit au notifiant, par l'intermédiaire de la Direction exécutive de l'Autorité nationale de Biosécurité

Art. 12. - Le secrétariat dresse les procès-verbaux des réunions. Il en adresse copie à chaque membre séance tenante.

Art. 13. - Les avis du CSTB sont transmis par le Président, au Directeur exécutif de l'Autorité nationale de Biosécurité.

Chapitre 3. - Dispositions finales

Art. 14. - Le Comité scientifique et technique de Biosécurité élabore un règlement intérieur qui précise notamment les règles de déontologie applicables aux membres du Comité et les règles relatives à l'organisation technique du travail. Le règlement intérieur est adopté à la majorité des deux tiers des membres du Comité scientifique et technique de Biosécurité.

Art. 15. - Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

Récépissé de déclaration de modification de l'Association n° 14516/MINT/DAGAT/DEL/AS du 07/06/2010

Le Directeur général de l'Administration territoriale,

Vu le Code des obligations civiles et commerciales, donne récépissé à Monsieur le Président d'une déclaration en date du : 15 avril 2021 faisant connaître le changement suivant :

Bureau

dans l'Association dont le titre est :

GROUPEMENT ECONOMIQUE DU SENEGAL (G.E.S)

dont le siège est situé : 21, Avenue Faidherbe à Dakar

Composition du Bureau

Mor Maty SARR *Président* ;
Mafall FALL *1^{er} Vice-président* ;
Cheikh Mouhamadou SOURANG *2^{ème} Vice-président* ;
Serigne Sohaibou GUEYE *Secrétaire général* ;
Mamadou Lamine SOW *Trésorier général* ;
Serigne MB. Khassim DIAKHATE *Trésorier général adjoint*.

Décision prise le : 27 mars 2021

Pièces fournies : Procès - verbal

Dakar, le 10 mai 2021

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association :
« TOUBA TOUL CA KANAM ».

Objet :

- créer des liens de solidarité et d'entraide entre ses membres ;
- promouvoir le développement durable dans la Commune de Touba Toul.

Siège social : Sis à Touba Toul, chez le Président
- Département de Thiès

COMPOSITION DU BUREAU

Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association
MM. Seyni Camara DIOUF, *Président* ;

Doudou Mohamet GAYE, *Secrétaire général* ;
Assane DIONE, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 21-060 GRT/AA en date du 14 avril 2021.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION DES
COMMUNICATEURS TRADITIONNELS
DE LA VILLE DE RUFISQUE (ACTVR)

Siège social : Champs de Course,
Chez le Président, villa n° 821 - Rufisque

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité pour une émancipation sociale ;
- promouvoir des activités de développement socioculturel au niveau communautaire ;
- mener d'autres activités de formation et de capacitation de ses membres, pour une meilleure prise en charge de grands projets socioculturels.

COMPOSITION DU BUREAU

Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association
MM. Cheikh MBAYE, *Président* ;

Mababa FALL, *Secrétaire général* ;

M^{me} Walimata FAYE, *Trésorière générale*.

Récépissé de déclaration d'association n° 000101 GRD/AA/BAG en date du 29 avril 2021.

**Récépissé de déclaration de création
de l'Association n° 020333/
MINT/DGAT/DLPL/DAPA**

Le Directeur général de l'Administration territoriale

Vu le Code des obligations civiles et commerciales,
donne récépissé à Madame la Présidente
d'une déclaration en date du : 20 août 2020
faisant connaître la constitution d'une association ayant
pour titre :

**ALLIANCE NATIONALE CONTRE
LA TUBERCULOSE AU SENEGAL**

dont le siège social est situé : Lot AW n° 08, Cité Keur
Gorgui, Sacré Cœur Pyrotechnique à Dakar

Décision prise le : 24 mars 2020

Pièces fournies :

Statuts

Procès-verbal

Liste des membres fondateurs

Composition du Bureau

Mame Coumba Codou FAYE *Présidente* ;
Amath DIOUF *Secrétaire général* ;
Siga Fatouma DIOUF *Trésorière générale*.
Dakar, le 06 mai 2021

Etude de Me Ahmadou Lamine Bara NDIR
Notaire Titulaire
De la Charge de Diourbel I
Quartier Escale (En Face SONATEL)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 3188/
Baol, appartenant à Monsieur Atoumane LY. 2-2

OFFICE NOTARIAL

M^e Abdel Kader NIANG
Titulaire de la Charge de Thiès II créée en 2004
Place de Sousse - Immeuble DIOUCK, n°29

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 3.221/
TH du livre foncier de Thiès, appartenant à Monsieur
Mamadou NDIAYE. 1-2

OFFICE NOTARIAL

Aïda SECK
Successeur de Mes Lake-Diop, Mbaké & Cissé
Place de France - BP 949- THIÈS

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 770/
TH du livre foncier de Thiès, appartenant à Monsieur
Fallou NDIAYE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1173/
MB du livre foncier de Thiès, appartenant à Monsieur
Oumar SOW. 1-2

Etude de M^e Moussa MBACKÉ,
notaire à Dakar

27, Avenue Georges Pompidou BP. 6.655 - DAKAR

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 5.095/
NGA (ex. TF n° 6.345/GRD), appartenant aux consorts
NGUIRANE, DIAW, SAMBA et autres. 1-2

Société civile professionnelle de *notaires*
M^{es} Papa Ismael Kâ & Alioune Kâ
94, Rue Félix Faure -Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 11.806/
NGA de la Commune Ngor Almadies, appartenant à
Monsieur Mouhamedine NDIAYE. 1-2

OFFICE NOTARIAL

Me Amadou Moustapha Ndiaye,
Aïda Diawara Diagne & Mahamadou Maciré Diallo,
notaires associés
83, Boulevard de la République
Immeuble Horizons 2^{eme} étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2092/
GR du livre foncier de Grand-Dakar, appartenant à Mon-
sieur El Hadji Abdoukhadr NDIAYE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2907/
NGA du livre foncier de Ngor Almadies, appartenant à
Madame Fatou NDIAYE. 1-2

SCP NDIAYE & NDIAYE
 Me Mamadou D. Tanor NDIAYE &
 Me Yaye Toute Sylla NDIAYE
Notaires associés

10, Rue Mohamed V - B.P. 22.922 - Dakar Ponty

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.123/
 KL du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur El
 Hadji Alioune KEBE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.139/
 KL du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur El
 Hadji Alioune KEBE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2.855/
 KL du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur El
 Hadji Alioune KEBE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.181/
 KL du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur El
 Hadji Alioune KEBE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 952/KL
 du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur El Hadji
 Alioune KEBE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 330/FK
 du livre foncier de Fatick, appartenant au Sieur El Hadji
 Alioune KEBE. 1-2

SCP NDIAYE & NDIAYE
 Me Mamadou D. Tanor NDIAYE &
 Me Yaye Toute Sylla NDIAYE
Notaires associés

10, Rue Mohamed V - B.P. 22.922 - Dakar Ponty

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 910/KL
 du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur El Hadji
 Alioune KEBE. 1-2

Etude de M^{es} François Sarr & Associés

Société civile professionnelle d'avocats

33, Avenue Léopold Sédar Senghor BP : 160 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2657/
 DP, appartenant à Madame Mame Anta NIANG. 1-2

CABINET CTD

Me Cheikh Tidiane DABO

Avocat à la Cour

Elisant domicile au Sénégal

Cabinet de Me Cheikh Khoureys BA - Sicap Amitié III

Villa n° 4378, 2^e étage Appt. M6

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 775 de
 Rufisque, appartenant à Madame Aminata NIANG hé-
 ritière de feu Khaly NIANG. 1-2